la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Fondée par **Pierre MONATTE** en 1925

17 MAI 1967 :

LA JOURNÉE DE L'AUTRE POUVOIR

Numéro 527 — Nouvelle série n° 226 **MAI 1967 — 2,50 F**

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE

Six mois .... 13 F
Un an .... 25 F

EXTERIEUR

Six mois .... 16 F
Un an .... 30 F

Le numéro : 2,50 F

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la rédaction
et l'Administration à la

REVOLUTION PROLETARIENNE
21, rue Jean-Robert, Paris 18e
Téléphone : 607 02-06

PERMANENCES
le lundi, de 15 h à 18 h ; les mercredi et jeudi, de 16 à 19 h ; les samedi à partir de 15 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FONDS
notre compte chèque postal
REVOLUTION PROLETARIENNE 734-99 Paris

Sommaire du N° 527 - Mai 1967

ENTRE NOUS...

Aujourd'hui, on peut souffler un peu. Nous voulons dire se sortir un moment des obsessions de l'administration et de l'équilibre budgétaire de notre revue. Nous ne pouvons jamais oublier ces questions ; nos lecteurs et amis ne doivent pas non plus les oublier. Mais puisqu'elles se font un peu moins pressantes, portons davantage notre attention sur le contenu de notre « R.P. » et sur ce que nous pouvons appeler ses « perspectives ».

Les grèves qui viennent de secouer plusieurs régions du pays se sont pour le moment apaisées. On trouvera dans ce numéro quelques commentaires et appréciations plus directs que ceux que nous avions pu donner dans le numéro précédent. Il faut que chacun de nos amis se sente responsable envers la « R.P. ». Quand il a quelque chose à dire sur la vie ouvrière de son coin, qu'il ne cherche pas où il doit le dire et qu'il n'attende pas : la « R.P. » est sans doute la seule revue où il dira librement ce qu'il pense. Le mouvement des métallurgistes de Saint-Nazaire, même terminé, n'a pas fini de faire parler de lui. Un vieux lecteur profite de ce Premier Mai pour nous écrire : « Admirables, les gars de Saint-Nazaire après soixante-deux jours de grève ! Une page d'histoire à inscrire parmi d'autres. » Il nous faudrait plus de liaisons personnelles avec les points chauds de la lutte de classe. Ce ne sont pas des écrivains qu'il nous faut, mais des militants qui écrivent. Allons, les gars de la Loire, nous vous attendons !

Comme nous l'écrivions récemment, la lutte de classe n'attend pas. La preuve, c'est que nous voici dans cette grève générale du 17 mai qui est aujourd'hui le sujet de notre éditorial. Elle est et elle sera bien autre chose, par sa signification et par son caractère unitaire. Nous voudrions, dans notre numéro de juin, pouvoir en donner, grâce à tous nos amis, un tableau et des commentaires variés.

La défense de la Sécurité Sociale est un des thèmes de fond de cette grève, de même que sa « réforme », dans un sens qu'il faut craindre réactionnaire, est une des visées du pouvoir autoritaire. Nous avons mis cette question à notre ordre du jour. Notre cercle parisien va en discuter au début de juin. Notre numéro du mois prochain donnera, espérons-le, des échos de cette discussion. Elle doit s'étendre au cercle de tous nos lecteurs. D'autant plus qu'il y a parmi eux, en ce domaine fondamental de la Sécurité Sociale, nombre de spécialistes et de promoteurs.

Enfin, nous projetons de prendre notre part au cinquantenaire de la révolution russe. Nous disons bien : « notre » part. Il ne s'agit pas de hurler avec les loups ou de bêler avec les moutons. Laissons les évêques de la nouvelle Eglise essayer de faire croire qu'ils sont les descendants des apôtres. Nous entendons retrouver, notamment à travers l'histoire de « l'opposition ouvrière », les principes exaltants d'une révolution enterrée, mais qui reste vivante parmi nous et qui anime encore la jeunesse révolutionnaire, même quand elle en fait la critique nécessaire. « La critique est révolutionnaire », comme a dit le prophète, en l'occurrence Karl Marx.

A cette jeunesse et aux témoins encore ardents de cette période qui vit naître une nouvelle Internationale, nous donnons rendez-vous dans notre prochain numéro. Les commémorations peuvent être rajeunissantes et fécondes. Nous voudrions que celle-ci le fût, avec votre collaboration, camarades et amis lecteurs. Une collaboration, comme toujours, sans lisière et sans contrainte.

17 MAI 1967

La journée de l'autre pouvoir

Le 17 mai 1966, il y a juste un an, ce pays connaissait une journée de grève et de manifestation, intéressant surtout la fonction publique, et dans laquelle se trouvaient engagées, sinon conjointement, du moins en même temps, les quatre confédérations syndicales. Depuis, nous avons eu d'autres « journées nationales ». Certains, et nous étions de ceux-là, ont même pu estimer qu'il y en avait trop. Elles se renouvelaient sans se développer. Elles s'affaiblissaient plutôt. Pour user du vocabulaire du pouvoir, elles perdaient de « la grandeur ».

Mais cette journée ouvrière du 17 mai 1967 s'impose. Entendons-nous bien : elle ne s'impose point comme appoint d'une opposition parlementaire au demeurant disparate et qui, sur les problèmes en cause, est souvent loin d'exprimer notre voix. Elle s'impose justement pour que cette voix s'exprime de façon indépendante ; pour que la classe ouvrière, « l'autre pouvoir », se prononce, et s'il le faut s'oppose, sur les questions où il s'agit d'elle, des conditions de sa vie.

On retrouvera contre nous cet argument dérisoire qu'en intervenant ainsi les syndicats ouvriers « font de la politique ». Ce n'est pas la première fois que le pouvoir établi les trouve devant lui, face à lui, et même contre lui. En d'autres temps, le 12 février 1934 fut une de ces journées importantes, et peut-être décisives, où la classe ouvrière, sur laquelle repose, non pas la loi écrite ou l'ordonnance, mais la traduction réelle, l'application des textes qui la concernent, veut manifester sa pensée et sa volonté autonomes, dire son droit. A condition qu'elle le dise clairement, que le pays tout entier sache ce qu'elle veut, qu'elle n'intervienne pas pour solliciter ou appuyer une opposition parlementaire quelconque, mais, au contraire, pour que cette opposition soit, elle aussi, placée devant cette volonté, appelée à « se situer » par rapport à l'expression de cette volonté. Non pas pour que les organisations syndicales, sensées représenter l'opinion ouvrière, « se situent » par rapport à l'opposition, ou aux différentes oppositions parlementaires.

Cela est dit pour que la confusion politique ne vienne pas obscurcir la position des syndicalistes, et plus particulièrement des syndicalistes révolutionnaires, dans le combat engagé contre l'arbitraire et l'autoritarisme du pouvoir. Les manifestations de ces vices du pouvoir actuel (disons : plus particulièrement avoués et déclarés par le pouvoir actuel), nous les attendions. Un tel pouvoir, issu quoi qu'on puisse dire d'un coup de force militaire, ne peut qu'accentuer ses caractères autoritaires, anti-démocratiques, au fur et à mesure qu'il se survit en s'affaiblissant. Nous n'avons là qu'un avant-goût de ce qu'il nous prépare, de ce que l'entourage technocratique du Prince entend « octroyer » à ses sujets. Qu'il ait, ce faisant, la prétention de faire « du social », ne le distingue en rien de ses congénères.

De quoi s'agit-il en l'occurrence ? De placer l'opposition, ou plutôt les oppositions parlementaires, le pays tout entier, et plus particulièrement les travailleurs directement intéressés, devant le fait accompli. Au diable le dialogue, la discussion, la confrontation ! Au diable surtout l'opinion ouvrière ! Les technocrates qui « savent », qui se définissent eux-mêmes comme plus intelligents, comme survolant de haut les problèmes réels, entendent se débarrasser des objections importunes. Le Prince, séduit par eux et par le clinquant de leurs techniques, est plus à leur service qu'ils sont au sien. « L'intérêt général », « l'intérêt national », sont de bons emballages interchangeables. La classe ouvrière, les organisations qui veulent la représenter, ne seront pas dupes. Elles le proclameront le 17 mai.

Nous ne nous séparons pas d'elles. Nous n'avons pas caché quand il le fallait les réserves, le désaccord même, que nous formulions à l'égard d'une stratégie et d'une tactique entachées, dans d'autres « journées », de préoccupations politiques qui corrompaient leur signification. Nous regrettons que cette confusion ait affaibli l'opposition de classe. *Mais, dans cette journée ouvrière du 17 mai, il faut y être.* Comme toujours, nous y serons, non comme des suiveurs, non comme des pions dans une partie dont la direction vous échappe, mais comme des éléments lucides, avec les autres syndicalistes indépendants.

Ce qui donne à cette journée sa couleur dominante, c'est sans doute l'accord pratique de toutes les organisations syndicales ouvrières. La Fédération du Livre C.G.T., qui n'avait jusqu'alors participé que par des déclarations de solidarité, annonce cette fois qu'elle sera effectivement dans la grève, que les journaux ne paraîtront pas ce lendemain du jour où l'Empereur aura discouru sur ses velléités sociales. Bravo ! Cela marquera la journée comme, espérons-le, l'arrêt des transports, des transports parisiens en particulier, le grand silence des industries, la grève générale puisqu'enfin on peut et on doit l'appeler par son nom, retrouvera son sens, sa démonstration de liberté.

Il faut retenir ce point : ce n'est pas par accord préalable (du moins peut-on le penser) que toutes les organisations syndicales, y compris F.O., ont lancé le mot d'ordre d'arrêt de travail. Disons qu'elles l'ont lancé en même temps, et cela nous suffit. L'unité pratique, pour un but bien déterminé, vaut mieux qu'une unanimité confuse. Il convient de ménager les lendemains. Ici, nous sommes, en principe, pour l'unité syndicale. Mais celle-ci ne nous dirait rien qui vaille si elle devait être la conséquence d'une entente équivoque sur le terrain électoral ou parlementaire.

Sur les problèmes réellement posés, sur ceux que le pouvoir prétend résoudre par ordonnances, l'accord théorique et pratique est-il vraiment réalisé ? Pour pouvoir répondre à cette question, il faudrait déjà connaître la position des diférentes centrales syndicales sur chacun de ces problèmes. Cette information nous manque, et elle manque à tout le monde.

Prenons l'exemple de la Sécurité Sociale, problème dominant la situation actuelle des travailleurs. La réforme projetée soulève inévitablement des oppositions en sens contraire. On y retrouve la lutte des classes, concrètement

cette fois, et il ne s'agit pas de la camoufler. Il ne faudrait pas essayer de nous faire croire que, sur ce point-là notamment, le groupe parlementaire des « indépendants » giscardiens pourrait par extraordinaire se retrouver avec nous ; ou bien que la Confédération Générale des Cadres pourrait, sans difficulté et sans douleur, adopter la même position que les syndicats ouvriers.

Que reproche-t-on au pouvoir ? De nous avoir préparé, dans l'obscurité de ses bureaux, une Sécurité Sociale revue et corrigée à sa manière prétendûment « au-dessus des classes ». Mais quel est le projet cohérent que lui oppose, au nom de l'intérêt des ouvriers et consciente de la lutte de classes qui apparaît clairement dans ce problème, chaque centrale syndicale, F.O. par exemple ? Peut-être celle-ci a-t-elle fixé sa position dans une des commissions de ses congrès, peut-être même l'a-t-elle défendue au Conseil National Economique ou dans quelqu'autre instance ? Mais devant les travailleurs, disons même : devant le peuple ? Au fond, sur cette question comme sur beaucoup d'autres qui conditionnent pourtant sa vie quotidienne, eh bien ! le peuple est tenu dans l'ignorance. Ne serait-ce pas le devoir des organisations syndicales ouvrières de l'informer ? Ainsi, elles opposeraient un projet positif aux décisions autocratiques du pouvoir. Les travailleurs ne lutteraient pas seulement *contre* une « ordonnance » qui ne leur présage rien de bon, mais *pour* une réforme vraiment démocratique qui mettrait le pouvoir devant un programme ouvrier connu de tous, alors que, présentement, c'est lui qui prétend nous faire avaler sa médecine. C'est de cette façon et avec cette méthode que le syndicalisme ouvrier serait effectivement « un autre pouvoir ».

Au lendemain de cette journée du 17 mai qui sera peut-être une date dans le mouvement ouvrier (nous voudrions en tout cas qu'elle le soit), il faudra bien opposer à ce régime, s'il persiste — ou à son successeur — les solutions ouvrières. Il aurait sans doute mieux valu le faire avant.

La « R.P. »

> **O peuple de travailleurs ! Peuple déshérité, vexé, proscrit, peuple qu'on emprisonne, qu'on juge et qu'on tue ! Peuple bafoué ! Peuple flétri ! Ne sais-tu pas qu'il est un terme, même à la patience, même au dévouement ?**
> P.-J. PROUDHON.

LA « GRANDE GREVE » RHODIACETA

La grève dure du 25 février au 25 mars ; elle démarre le samedi 25 février à 18 heures dans la cour de l'usine, où les 400 ouvriers de l'équipe B déclenchent le mouvement et occupent les locaux.

De Besançon, le mouvement s'étend rapidement aux usines Rhodia de la région lyonnaise et dauphinoise (Vaise, Péage-de-Roussillon, etc.).

A Lyon, la grève se déroule sans occupation, mais, à Besançon, l'usine reste occupée pendant la totalité de la grève. Le directeur, M. Rada, engage une procédure devant le tribunal administratif pour faire condamner l'occupation d'usine. Il obtient satisfaction, mais, comme nous sommes en pleine période électorale, l'autorité préfectorale renonce à mettre à exécution la décision du tribunal et à faire intervenir les C.R.S.

Deux meetings publics, relativement bien suivis, ont lieu à une semaine d'intervalle dans la cour de l'usine. Un autre a eu lieu plus tard, place de la Mairie.

La négociation est amorcée avec la direction le 15 mars. Un protocole d'accord est signé à Lyon et, le travail ayant repris à l'usine de Lyon-Vaise, les militants C.G.T. de Besançon demandent au personnel la reprise du travail, pour ne pas se couper de la C.F.D.T. Toutefois, à l'assemblée générale qui précède la reprise, celle-ci n'est entérinée, après vive discussion, qu'à une faible majorité. Il est probable aussi qu'une réponse négative aurait cette fois entraîné l'intervention des C.R.S.

Voici les points importants du protocole d'accord :

Garantie d'emploi. — La direction détermine un programme de production pour quatre mois d'avance. L'emploi du personnel est établi sur la base de ce programme. En cas de recours à des licenciements collectifs, le personnel et le comité d'entreprise sont prévenus par un préavis de quatre mois.

Indemnisation du chômage partiel. — Sur la base du programme de quatre mois, les jours chômés sont bloqués sur une semaine civile. Les ouvriers percevront 50 % du salaire qu'ils auraient reçu pour un travail normal, avec minimum de 85 F par semaine.

Organisation des ateliers. — La direction s'engage à s'efforcer, en cas de changement d'emploi, de reclasser le personnel dans des postes lui assurant des ressources équivalentes, et à lui assurer la formation nécessaire si besoin est.

Conditions de travail. — Le personnel sera informé des changements dans les conditions de travail, ainsi que ses représentants (affichage).

Droits à congés après faits de grève. — Accord de la direction pour que les journées de grève n'entraînent pas une réduction des congés.

Salaires. — 3,89 % d'augmentation sur les salaires, plus 10 % sur les compléments horaires.

Conclusion. — Des avantages substantiels ont été obtenus sur différents points. Il est certain qu'ils sont dus à la combativité et à la ténacité du personnel, qui devra se montrer très vigilant pour l'application de ce protocole d'accord.

Solidarité. — Elle s'est manifestée par de nombreuses collectes et des dons de toutes origines. Au total une douzaine de millions (A.F.). La municipalité de Besançon a apporté son aide aux grévistes de multiples façons : cantines scolaires, centres aérés de vacances pour Pâques, soutien aux familles les plus nécessiteuses, etc.

Deux mots du trust Rhône-Poulenc - Rhodiacéta. — Rhodia est filiale de Rhône-Poulenc. Mais elle possède à son tour de nombreuses ramifications (Norsyntex, Rhovyl, etc.).

Dans les dix dernières années, les titres de participation dans les sociétés étrangères ont augmenté de 1.737 %.

Pour la société Rhodia seule, les bénéfices ont augmenté de 597 %, les salaires de 271 %, les effectifs de 115 %. Sans commentaires !

A la tête de la société, notons :

Baumgartner, ancien ministre des Finances ;
Léon Noël, membre du Conseil constitutionnel ;
Pranal, P.D.G. de la Rhodia, membre de la commission du Ve Plan.

R. POTCHIER.

Le récit d'une grande victoire ouvrière :

CE QUI S'EST PASSÉ CHEZ DASSAULT

*Un camarade de Bordeaux à qui nous nous étions adressé pour un récit des événements qu'il a vécus nous fait savoir qu'il n'a pas envie de récrire, mais que nous pouvons utiliser le récit qu'il a déjà fait. Celui-ci a paru fin mars dans une feuille ronéotée intéressante, intitulée l'*Anarcho-syndicaliste *(St-Florent-les-Niort-79).*

C'est avec grand plaisir que nous reproduisons ce récit qui est remarquablement vivant. Bravo à ces ouvriers de Bordeaux qui ont su déjouer toutes les embûches et arguties patronales ! Après des années de stagnation et de fausses manœuvres de la classe ouvrière, ils sont l'hirondelle qui annonce un printemps.

Voici les faits essentiels qui se sont déroulés aux usines Dassault (Bordeaux).

Au début de décembre, le président directeur général, Vallierres, vient visiter le groupe d'usines de Bordeaux, comme il le fait quelquefois dans l'année. Ainsi qu'à chaque visite du P.D.G., les délégués du personnel demandent une entrevue pour discuter des revendications. Une fois de plus, le P.D.G. refuse, prétextant le manque de temps. Dans un atelier, sous l'impulsion de quelques ouvriers, débrayage général pour protester contre ce refus de discussion.

Les ouvriers en grève se promènent dans les autres ateliers, entrainant plusieurs centaines de travailleurs. C'est ainsi que débuta cette action qui, dès le premier pour, peut être caratérisée ainsi :

— Ce sont des jeunes qui ont « poussé ».

— Cette action démarre spontanément, sans qu'aucune organisation ait lancé de mot d'ordre.

***

Pendant la semaine suivante, les assemblées générales se succèdent, groupant chaque fois davantage de travailleurs. Les sections syndicales C.G.T. et C.F.D.T., chapeautent ces assemblées, qui durent plusieurs heures, pendant la journée de travail. La section syndicale F.O. multiplie les réunions de ses syndiquées et militants, afin de définir une forme d'action correspondant au climat de combativité qui grandit de plus en plus. Dans l'usine, on parle de grève illimitée, d'occupation des lieux, de « monter » tous à Paris, de faire des débrayages limités et répétés, de ralentir la production, etc. Autrement dit, les ouvriers veulent se battre, mais le plus difficile est de déterminer comment, pour que tout le monde soit d'accord.

Cette ambiance dure plusieurs jours, pour se concrétiser après une consultation à bulletins secrets, de la façon suivante :

— Arrêt total des heures supplémentaires.

— Trois demi-journées de grève par semaine, tous ensemble, avec manifestation.

Au résultat, cela donne un horaire de 34 h par semaine contre 49 en moyenne avant le déclenchement de l'action.

A noter, qu'avant cette consultation, le responsable F.O., tendance syndicaliste révolutionnaire, avait déclaré :

1. « Nous sommes pour l'action, à condition qu'elle soit sérieuse et efficace. C'est pourquoi nous refusons, dès le départ, les grèves tournantes par équipes et ateliers, proposées par quelques militants de la C.G.T.

2. Quelle que soit la durée des arrêts de travail, ils doivent être conditionnés au préalable par l'arrêt des heures supplémentaires. »

On peut donc dire que la forme d'action a été décidée par les travailleurs, après de nombreuses discussions, et après que chacun se fût engagé à respecter les décisions de la consultation.

La revendication principale : 0,50 F de l'heure pour tous, résulte d'un compromis entre le désir des ouvriers d'une augmentation uniforme, et la revendication : Parité avec les salaires Dassault Paris.

Compromis, car l'échelle hiérarchique parisienne est beaucoup plus élargie qu'à Bordeaux. Son application intégrale à Bordeaux, donne beaucoup moins de 0,50 F aux uns, et beaucoup plus aux autres.

DURCISSEMENT DU MOUVEMENT

Pendant trois ou quatre semaines, cette forme d'action fut donc utilisée, accompagnée par d'autres manifestations à l'intérieur des ateliers. Pour « occuper » les 32 heures hebdomadaires de présence, il fut décidé (à l'initiative de la C.G.T.) une série d'activités : de 8 h à 8 h 05 : opération silence ; de 9 h à 9 h 05 : opération tam-tam marteau ou tube contre tôles) ; de 10 h à 10 h 15 : chansons : on se rassemble au centre de l'atelier, et on chante ; mais ce minutage organisé fut rapidement débordé : c'est bientôt toute la journée que durent ces activités qui se tranforment en une véritable grève sur le tas ; on ne travaille pratiquement pas.

On occupe à plusieurs reprises les bureaux où travaillent quelques jaunes. Les cadres et la partie de la maitrise qui ne sont pas dans l'action sont complètement dépassés. Plus personne ne commande ; les ouvriers rentrent le matin à l'usine et font exactement ce qu'il veulent.

Résultat: production paralysée, et irritation grandissante des travailleurs qui estiment qu'on ne parle pas assez de leur conflit dans la presse et à la télé régionale. D'où manifestation de masse devant l'O.R.T.F. et menace de rentrer dans les locaux. A partir de ce moment on commence à parler un peu du conflit aux informations régionales.

Pendant cette première période, la direction fait des propositions dérisoires : 0,75 %, puis 1,5 % d'augmentation de la masse salariale, et répartition hiérarchisée. Propositions refusées à l'unanimité par les assemblées générales. Les pouvoirs publics sont très inquiets, devant la multiplication des manifestations de rue. Car la période électorale approche. Il parait très nettement que les consignes aux forces de l'ordre sont précises: éviter les incidents avec les manifestants. En fait, c'est le service d'ordre des travailleurs qui stoppe et canalise la circulation pendant les manifestations.

C'est dans ces conditions que la directions générale accepte de venir discuter à Bordeaux, le vendredi 27 janvier, à condiiton que « les désordres cessent dans les ateliers ». Une assemblée générale décide la trêve pendant 48 heures soit le mercredi et le jeudi précédent le 27 janvier.

LA JOURNEE DU 27 JANVIER

A 8 h 30, le P.D.G. pénètre dans le hall de montage des Mystère 20, accompagné d'une délégation de la Pan American Airways, compagnie qui achète les M. 20.

Silence glacial, pendant qu'il avance. Personne ne travaille. Quelques ouvriers tournent le dos au passage du P.D.G. Dans leur dos, des pancartes : nos 0,50 F. C'est le prétexte choisi par le directeur local pour se précipiter vers les ouvriers : « Vous avez rompu la trêve, il n'y aura pas de discussions ». Il n'a pas le temps de terminer : c'est la ruée vers le P.D.G. Par dizaines, puis par centaines, les travailleurs se précipitent, l'agrippent aux bras et aux jambes, le plaquent contre un avion, le maintiennent solidement, et exigent l'ouverture immédiate des discussions. Toute l'usine est maintenant débrayée, et rassemblée autour du P.D.G. prisonnier.

Après une demi-heure de discussions houleuses, mouvementées, il accepte que l'entrevue commence immédiatement avec la direction régionale ; il rejoindra la discussion dans l'après-midi. Le compromis est accepté, mais moins d'un quart d'heure après, toutes les issues de l'usine sont bloquées par les grévistes. Personne ne peut sortir de l'usine. Dans la soirée, la direction fait une proposition nouvelle : tous les salaires bordelais sont ramenés à moins de 5 % des salaires parisiens.

Il est 20 h 30. Les travailleurs entregistrent et décident de tenir une nouvelle assemblée lundi matin.

VERS LE LOCK-OUT

Cette assemblée repoussera les propositions parce que trop hiérarchisées.

La grève sur le tas continue les lundi et mardi. Le mercrediler février l'ensemble des métallos bordelais fait grève pour 24 heures. Ceci à l'appel des syndicats C.G.T. et C.F.D.T. et du syndicat F.O. qui a lancé un appel parallèle, mais sur des bases plus syndicalistes révolutionnaires.

C'est dans la nuit du mercredi 1er au jeudi 2 février que la direction annonce le lock-out, et la reprise progressive du travail, sur convocations individuelles.

A partir de ce moment là, le conflit change évidemment d'aspect, mais il faut souligner que *si l'assemblée générale a décidé que la reprise du travail se ferait quand tout le monde aurait reçu sa convocation, les revendications tiennent toujours une place égale, et ne sont pas abandonnées.*

Ces 21 jours de lock-out, loin d'être subis passivement, ont été au contraire, l'occasion de nombreuses manifestations et initiatives ouvrières Les responsables syndicaux, assistés de nombreux syndiqués et inorganisés, siègent en permanence. Aucune décision n'a été prise, sans que les assemblées générales en discutent. Le contrôle des travailleurs est permanent. Il y a maintenant un bloc très soudé et de plus en plus combatif. Si l'on excepte les cadres et quelques membres de la maitrise, l'opération convocations individuelles est un échec manifeste.

A deux reprises, l'ensemble des usines de la métallurgie débrayent plusieurs heures, et manifestent à plus de 8.000, par solidarité. Incontestablement, la température monte dans plusieurs entreprises.

MANŒUVRES PATRONALES (et politiciennes)

C'est alors que la direction annonce (dans la troisième semaine de février) que l'usine est ouverte pour tout le monde le lundi 20, sauf pour 22 travailleurs, qui sont licenciés pour avoir « dépassé la mesure » dans les manifestations à l'intérieur des ateliers. Une nouvelle assemblée, plus en colère que les précédentes décide de refuser la reprise dans ces conditions.

Le vendredi 17, Chaban-Delmas propose la constitution d'une commission de trois sages, acceptée par les deux parties, et qui statuerait sur les 22, en prenant chaque cas individuellement. Face à cette proposition les réactions syndicales sont les suivantes : F.O. absolument contre ; C.G.T. contre le principe, mais souligne que l'opinion publique interpréterait mal un refus pur et simple « car cela pourrait signifier que nous avons peur de laisser examiner les cas des 22 ». On pourrait donc accepter une commission, élargie à des représentants syndicaux, etc.

L'intersyndicale F.O.-C.G.T.-C.F.D.T. qui débat de ce problème ne se mettrait pas d'accord car les militants de la section F.O. refusent obstinément de se laisser entraîner dans cette voie de garage. Mais l'envoi des lettres de licenciements par la direction met fin aux discussions, la C.G.T. pouvant dire : « c'est la direction, elle-même qui refuse tout arbitrage. »

Apprenant l'échec de sa manœuvre, Chaban convoque à nouveau les responsables syndicaux, le samedi soir 18, et leur déclare que Marcel Dassault, lève le lock-out, et annule les 22 licenciements. Annoncée à l'assemblée générale du lundi matin 20, la nouvelle est accueillie dans l'enthousiasme ; mais le problème des revendications reste entier. D'autre part, sur l'annulation des 22 licenciements, aucune confirmation officielle n'est donnée aux syndicats. Et l'on ne peut se contenter de la parole de Chaban-Delmas.

La reprise du travail n'est donc pas décidée à ce moment-là, contrairement aux affirmations de « l'Humanité dimanche ». Les délégués sont mandatés par l'assemblée générale pour exiger de la direction des garanties concernant les 22 et les revendications, et une nouvelle assemblée est décidée pour l'après-midi à 16 heures.

La direction indique : les 22 licenciments sont annulés mais transformés en « 22 derniers avertissements avant renvoi ».

POSITION DE LA C.G.T. Il faut reprendre le travail demain matin, et ensuite retourner à la direction pour exiger la levée totale des sanctions.

POSITION F.O. On ne peut pas reprendre le travail dans ces conditions. Nous avons encore suffisamment de forces pour imposer d'autres reculs à la direction. La levée totale des sanctions doit être exigée tant que les ouvriers sont en grève.

La C.F.D.T. avait une position identique.

Après beaucoup de discussions, c'est la position F.O. qui est proposée à l'assemblée générale de l'après-midi. Position adoptée : *la rentrée ne se fera que lorsque tout le monde rentrera dans les mêmes conditions*, c'est-à-dire quand toutes les sanctions seront annulées.

Le résultat ne se fit pas attendre. Le soir même, à 21 heures, la direction acceptait une nouvelle entrevue, au siège de la direction départementale du travail et de la main-d'œuvre.

C'est donc dans cette soirée du 20 février, que la direction accepte l'annulation des sanctions, et la reprise des discussions sur les revendications dans les 48 heures qui suivraient la reprise du travail.

L'assemblée du mardi 21, décida la reprise pour le lendemain mercredi 22.

VERS LA FIN DE LA GREVE

Le 22 au matin, après s'être rassemblés devant la porte de l'usine, les travailleurs rentrent en bloc dans les ateliers, mais ne reprennent pas le

travail. Les discussions continuent, et la grève sur le tas également, au moins à 80 %. Tout le monde attend les discussions sur les salaires. Celles-ci reprennent le jeudi 23 ; la direction locale prétend qu'elle n'est pas en mesure de discuter, qu'un nouveau directeur doit être désigné, etc.

Le vendredi 23, grève générale et manifestation dans les rues de Bordeaux. Un mot d'ordre circule : lundi nous rentrons dans l'usine, nous nous enfermons dedans, et nous l'occupons. Dans la soirée, la direction générale fait savoir que dès le lundi matin, un nouveau directeur sera en place, mandaté pour discuter des propositions précises.

Les pourparlers durent toute la journée de lundi, sous la pression des ouvriers en grève. Vers 17 h., il est acquis que le patron a sérieusement reculé : on en est à 0,26 F de l'heure, comme première étape. A 22 h 30, il est évident que l'importance des concessions signifie clairement que le mot d'ordre de la direction est de régler le conflit le plus rapidement possible, même au prix de ces concessions.

Le mardi, le travail ne reprend pas ; les ouvriers discutent des propositions patronales en assemblée générale. En gros, et compte tenu des modifications de classifications, de 0,26 F à 0,38 F de l'heure suivant les catégories professionnelles, et l'équivalent pour les mensuels.

Pour les O.S., les propositions étant jugées insuffisantes, les délégués sont renvoyés à la direction, qui accepte de les passer P1 pour qu'ils bénéficient de l'augmentation. La deuxième étape prévoit que les salaires parisiens seront atteints au 31 décembre 1967. L'accord mentionne la levée de toutes les sanctions. La période de lock-out ne sera pas prise en considération pour la période des congés ; la « prime de programme » des mensuels (boni accordé suivant la cadence de sortie des avions, donc variable) est incorporée dans le salaire de base, sur la moyenne de l'année 66. D'autre part, il est confirmé que tous les « horaires » seront mensualisés à partir du 1er avril.

L'assemblée générale, mandate les délégués pour signer l'accord sur ces bases, et décide de reprendre le travail, dès l'après-midi.

Au moment de la signature, la direction tente une dernière manœuvre : l'inclusion dans l'accord, d'une clause engageant à ne pas faire grève, jusqu'à l'expiration de l'accord. La simple menace d'une nouvelle assemblée générale pour y présenter cette dernière proposition, amène la direction à ne pas insister.

A SAINT-NAZAIRE : UNE VOIX SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Le camarade M. Bide, en pleine grève de Saint-Nazaire, a adressé la lettre qu'on va lire aux organes de la presse locale. Elle n'a pas été publiée. Qui s'en étonnera ?

Monsieur le Rédacteur en Chef,

En rentrant du rassemblement de solidarité aux métallurgistes nazairiens, je n'ai pas résisté au désir qui me pressait d'exprimer mes réflexions.

Ce rassemblement était à la vérité une marée humaine qui avait envahi l'Avenue de la République, pour entendre les secrétaires des diverses fédérations de la métallurgie.

Les trois secrétaires fédéraux, Tharaud, Beaumont et Chereque, ont rivalisé de talent, mais ils ont exprimé des idées si semblables qu'il eût été impossible, s'ils n'avaient été présentés, de savoir à quelle confédération appartenait chacun d'eux.

Ils ont tous les trois exhorté les métallurgistes à poursuivre la grève en cours, encouragé l'unité d'action, rendu hommage à l'aide aux grévistes, vitupéré le patronat et le gouvernement. Toutes choses auxquelles tout homme de cœur et de raison ne peut que souscrire et toutes choses qu'aurait pu traduire aisément le commun des grévistes.

L'un des orateurs a même abordé la question de la réunification syndicale et il m'a mis l'eau à la bouche. Mais, hélas ! il n'en a pas indiqué la recette et je suis demeuré sur ma faim.

Demain, les camarades Chereque, Beaumont et Tharaud auront regagné leurs organisations respectives, mission accomplie.

Et les camarades métallos de Saint-Nazaire poursuivront leur lutte qui est de gagner, ou tout au moins de marquer des points, dans la bataille engagée.

Alors, que les métallos nazairiens veuillent bien permettre à l'adversaire irréductible du pluralisme syndical que je suis de leur donner un conseil d'ami :

« **Qu'ils profitent donc du combat qui les rassemble dans le présent pour effectuer, par en bas, leur réunification syndicale, qu'il serait vain d'attendre du sommet.** »

La Charte d'Amiens, qui veut le syndicat à l'écart des sectes et des partis, doit être le meilleur ciment de cette réunification.

Ceci fait, ils choisiront démocratiquement leur centrale parmi celles existantes et il est fort probable que beaucoup des écœurés actuels feront, dès cet instant, leur entrée — ou leur retour — à la vie syndicale.

Cela simplifierait beaucoup la résolution de leurs futurs conflits et hâterait à coup sûr l'avènement du socialisme libre :

Ce socialisme qui abolirait l'esclavage du salariat et ferait de chaque travailleur un des gérants actifs de son exploitation industrielle ou agricole,

qui garantirait à chacun la satisfaction de ses besoins,

qui ne serait ni rouge, ni blanc, ni noir, mais promouvrait simplement l'administration des instruments de production par les travailleurs eux-mêmes,

qui ferait de M. Pinczon et consorts les égaux des autres travailleurs de l'entreprise, si M. Pinczon et consorts acceptaient une place dans ce monde nouveau.

Le socialisme, sans maîtres ni esclaves, dont la mise en place requiert l'occupation des lieux de travail et la gestion des entreprises par les producteurs.

Car il faut une classe ouvrière prête à assumer ces nouvelles tâches et qui mieux que le Syndicat peut former des hommes de décision et de fermeté préalables à la justice et à la solidarité et aptes à la gestion de la Société ?

Or, il faut le souligner, aucun des orateurs d'hier, qui au demeurant ont dit des choses très pertnentes, n'a mis l'accent sur la nécessité d'étendre le mouvement de grève, et, si l'un d'entre eux a déploré l'existence des zones de salaires, tous se sont bien gardés d'attaquer la hiérarchie et de prôner les revendications uniformes d'augmentation qui réduiraient l'éventail en favorisant l'unité ouvrière.

Ce sentiment d'injustice est cependant partagé par la majorité des salariés, ce qui prouve que les représentants ne savent pas toujours traduire les aspirations du plus grand nombre de leurs mandants.

Les événements actuels nous prouvent plus que jamais que la classe ouvrière doit opposer au patronat une organisation syndicale unique et forte.

Si vous estimez que cette lettre puisse servir la cause ouvrière sans nuire au mouvement en cours, je vous demande de la publier dans votre journal.

Veuillez agréer, Monsieur le Rédacteur en Chef, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

F. BIDE.

La bride sur le cou :

Désolez-vous ! Ce qui suit est, hélas ! vrai...

Il existe une brochure de Victor Serge, « Vie des révolutionnaires » assez étonnante en elle-même, et qui fournit la clé de beaucoup de nos réactions. Elle est ainsi conçue : Tveritine, 20 ans, fusillé ; Tolmatchev, tué à 23 ans ; Ivalov, 19 ans, fusillé...

Devant cette jeunesse de 17 nous nous sentons au pied d'un monument historique. Emouvants, surprenants, exaltants, ces exemples sont aussi décourageants. Nous ne nous sentons ni (ne poussez pas de hauts cris !) prolétaires ni prolétariens. Oui, c'est pénible à dire, et c'est un point assez obscur, mais nous avons de la peine à concevoir une classe ouvrière, il est difficile de distinguer dans la société actuelle une société de classes. Oh, ce n'est pas que les grèves et manifestations nous laissent insensibles, loin de là, mais c'est le manque de conviction qui règne un peu partout. Essayez donc de crier « Vive la Sociale » dans la rue et vous verrez (!).

Ce manque de conviction dans la prise de conscience sociale nous empêche d'agréer sans remords à la ligne d'un parti. C'est non seulement l'horreur de toute démagogie, mais aussi les exempels non moins fameux de Staline et de Lénine qui nous rejettent du plus grand parti gauchisant de France : Staline pour son abominable oppression, Lénine (lui qui riait des Blanquistes) pour sa conquête du pouvoir en Octobre 17.

Eh bien puisque vous n'admettez pas qu'une minorité opprime une majorité (cf. Bolcheviks), vous devriez être satisfaits des « faiseurs de systèmes » ou même des « défaiseurs de systèmes », nous diront certains... Oui, l'anarchie est tentante, non en tant que mouvement, mais en tant qu'idée. Oui, la « prise au tas » est la seule vraie solution.

« Mais pourquoi pas le phalanstère ? Les saint-simoniens » ? En un mot les « utopistes ».

Aussi reste-ton dans un vague que certains appellent « intellectualité » et où nous trouvons, à la Rousseau, le plaisir de converser avec notre âme...

Si les anciens de la R.P. sont trop surpris d'un tel refus de prise de position, qu'ils sachent que ce n'est pas un parti-pris d'immobilisme, c'est un manque d'occasion.

« Provoquez-la, nous diront certains, en un mot militez. »

Nous, on veut bien.

Mais nous ne nous sentons pas vraiment prolétariens, nous sommes plutôt sympathisants... Hélas. De toute façon nous ferons d'aussi beaux cadavres que les autres...

Une certaine jeunesse...

Henri BERCHER.

Nous avons horreur de commenter, approuver ou blâmer la correspondance des jeunes.

Cependant, dans celle-ci, bien qu'elle ne soit pas d'une limpidité parfaite — c'est un défaut mineur — on distingue trois idées qui appelleraient développement assez large.

1° Ce jeune homme, fils de fonctionnaires syndiqués au S.N.I., n'a pas conscience de vivre dans une société divisée en classes. Des bourgeois, il n'en a jamais vu. Dans son lycée, il ne voit que des gens comme lui, y compris les professeurs. Telle est la société française d'aujourd'hui. Il y a seulement cent ans, bourgeois en redingote s'opposaient à prolos en blouse ; l'existence des classes apparaissait à tous les yeux.

2° Le gars, qui va avoir 17 ans, est attiré par l'anarchisme. Continue, mon gars ! Au cours de ta vie d'homme, cela contribuera à maintenir en toi les passions indispensables pour la liberté et la justice. C'est un idéal très beau, l'anarchie. On peut s'y donner : il suffit de savoir, en même temps, qu'il est impossible. Les seules personnes qui ont essayé de concilier anarchie et réel sont les syndicalistes révolutionnaires, de l'époque héroïque. Encore n'étaient-ils pas de vrais anarchistes. Et les vrais anars les boudaient plutôt.

3° Le jeune correspondant a retenu de ses lectures, qui paraissent déjà étendues, les destinées tragiques de jeunes. Il y a là un enseignement... pour les adultes. Les vieux devraient être circonspects quand ils racontent les aventures désagréables et dangereuses qu'ils ont pu subir. Ça donne envie aux jeunes d'en faire autant !

Exemple: les anciens de 14-18 ont beaucoup parlé à la maison, au café, ailleurs. Mais, par un phénomène curieux mais certain, dès 1920, à la différence des anciens des guerres de Napoléon, ils ne glorifiaient pas, ils maudissaient. Leurs fils prirent au sérieux ce défaitisme rétrospectif tout verbal, présenté comme la conduite héroïque qu'il aurait fallu tenir. Résulta : à la première bataille, ils fichèrent le camp. Il y a là un élément important du fond de l'histoire de Mai 1940.

Il n'est pas mauvais de le répéter, « La bride sur le cou » *est une rubrique ouverte à tous les jeunes et — le titre l'indique — ouverte en toute liberté.*

Jeunes, écrivez ce qui vous passe par la tête, et surtout ce que vous avez dans le cœur ! Nous publierons — sauf, bien sûr, s'il y avait des injures — et même s'il y avait des idées qui se trouveraient être ce qu'on appelle « réactionnaires ». Car, chez un jeune, une opinion qui nous déplairait fondamentalement nous ne la tiendrions pas pour celle d'un être méchant, mais pour celle d'un gars, ou d'une fille, bien intentionné qui se trompe.

En tout état de cause, soyez assurés que nous ne ferons qu'un minimum de commentaires, et jamais de sermon.

Ce n'est pas d'hier qu'IL déteste la République

En août 44, lors de l'avance alliée vers Paris, de Gaulle devait coucher à Rambouillet.

Voici une petite scène que rapporte Robert Aron. (Histoire de la Libération de la France) :

« L'intendant Lignères, au garde à vous, dans la cour du château, devant le premier résistant de France se présente avec la satisfaction du devoir diligemment accompli. N'a-t-il pas cru bien faire en préparant pour le général la meilleure chambre du château, c'est-à-dire celle où de tradition, loge le chef de l'Etat ? Il en informe de Gaulle. « ...La voix du général s'élève. Lignères frémit. Le ton n'en semble guère satisfait : « Intendant de Lignères... vous ne vous imaginez pourtant pas que je m'en vais coucher dans le lit du Président de la République ! »

Et le pauvre intendant dut affecter à de Gaulle une autre chambre, moins chargée de souvenirs élyséens.

Le Janus technocratique

LE MARCHÉ COMMUN PRÉTEXTE A RÉACTION SOCIALE

Le 1er juillet de l'année prochaine les barrières douanières tomberont entre les associés du Marché commun. En vue de cette fusion économique patrons-technocrates et technocrates d'Etat s'égosillent pour nous prêcher l'austérité et l'économie, sans toutefois en donner eux-mêmes l'exemple. Bien au contraire : Pas plus qu'il n'est question d'ailleurs de rogner sur les dépenses improductives, et, en premier lieu, sur le budget militaire. Vous pensez bien !

Déception pour nous, M. François Bloch-Lainé, dictateur depuis 15 ans de notre crédit national, éclusé par la Caisse des Dépôts et Consignations, technocrate de haut vol qui jusqu'à présent jouissait d'une bonne renommée dans les milieux syndicaux où son livre « Pour une réforme de l'Entreprise » avait suscité un réel intérêt, se joint lui aussi au chœur des pleureuses.

Toutefois, dans l'interview qu'il a accordée à la luxieuse revue des P.-D.G. « Réalités » (avril 1967), il commence d'abord par assener à ses confrères en technocratie quelques dures vérités, pour ensuite seulement mener comme nous allons le voir, avec des arguments incraisemblables, l'attaque contre la Sécurité sociale et les Caisses de retraites, se joignant ainsi à l'attaque générale que nous avons déjà dénoncée. Veut-il se faire pardonner par les patrons réactionnaires les audaces de son livre ? Se sent-il menacé ? Divers échos dans la presse attribuent à Debré l'intention de le muter au Crédit lyonnais... ce qui n'a pas été confirmé. Comment savoir ? Servitude et grandeur technocratiques !

Le revirement, toutefois, n'était pas tout à fait inattendu pour nous, car dans son livre déjà, dans lequel il préconisait pourtant le dialogue entre le personnel et la direction des entreprises, ainsi que cela se pratique outre-Rhin, dialogue qui a permis le « miracle » économique allemand, notre technocrate désapprouvait le mandat impératif donné par la section syndicale à son délégué au Conseil d'administration. Selon lui, les délégués ouvriers doivent être livrés à leur seul jugement face aux cadres et patrons ; puis, ensuite, ils doivent se transformer en gendarmes du Conseil d'administration !

Pourtant en Allemagne, le délégué ouvrier a bel et bien mandat impératif, et cela a donné de bons résultats. Il est vrai que le prolétariat allemand a une solide expérience syndicale, qui remonte au siècle dernier, et qui s'est maintenue au travers de tous les changements de régime, chose qu'on ignore trop chez nous où le stupide baratin chauviniste a remplacé trop souvent, même dans les milieux syndicaux, une honnête information.

L'ETRILLAGE DES BETES A CONCOURS

Dans son interview, donc, Bloch-Lainé, après avoir très justement dit que par rapport à nos concurrents européens : « Nous n'avons pas d'infériorités naturelles ou structurelles. La main-d'œuvre française est aussi laborieuse et ingénieuse que les voisines ; notre épargne n'est pas sensiblement moindre qu'à côté ; notre position géographique nous donne des avantages tout à fait comparables à ceux de nos partenaires », ce haut technocrate affirme brutalement que notre faiblesse et notre retard « sont plutôt du côté du « management » dans les entreprises » qui est « insuffisamment allergique à la pagaille » !

Voilà qui n'est pas gentil pour ses petits copains ! Mais, il y a mieux ! Chez les Allemands, Anglais et Américains, dit-il : « La plupart des managers sont peu diplômés. Ils sont formés sur le tas et promus en fonction de leur efficacité... »

Et, à propos des petits prétentieux sortis de l'X ou de l'E.N.A., Bloch-Lainé affirme encore: « Les performances techniques, découlant d'un haut savoir, ne bénéficient pas toujours au compte d'exploitation, autant que des talents fondés sur l'expérience, plus ternes peut-être, mais plus payants. »

A ce sujet je peux apporter la confirmation par un fait vécu : alors que j'étais chef de fabrication d'une entreprise moderne j'avais chargé un jeune ingénieur sorti d'X d'installer un système de translation entre deux empaqueteuses. Après quinze jours « d'études » ce fort en math me soumit le calque d'ensemble d'une espèce de monstre, véritable char d'assaut, qui, si on l'avait exécuté, aurait coûté un prix fou et nous aurait écrasé tous les fragiles paquets.. Trois jours après, avec des croquis à main levée, notre chef mécanicien avait résolu le problème. Tous les polytechniciens ne sont évidemment pas aussi lunaires, mais incontestablement les maths déforment le raisonnement. « Cependant, il serait aussi absurde de couper la route des entreprises aux bêtes à concours que de leur donner une absolue priorité » ajoute Bloch-Lainé.

D'accord, mais il devrait exister une loi pour imposer aux futurs dirigeants d'une entreprise l'obligation de passer par **tous** les degrés de la hiérarchie industrielle, en débutant comme manœuvre-balai, voire de refaire, de temps en temps, un stage à la base. Cela ne pourrait que les humaniser tout en augmentant leur « efficacité ». Nul besoin de donner à ce brassage salutaire l'allure vexatoire que certains « gardes rouges » imprimèrent à ces « leçons de choses » administrées à leurs technocrates trop embourgeoisés ou trop russophiles. Ce roulement débarrasserait nos petits messieurs de leur grotesque orgueil de classe qu'ils tentent de justifier avec leur « haut savoir » acquis aux frais de la collectivité.

EN FINIR AVEC LE BAGNE INDUSTRIEL

Nos succès dans la compétition internationale dépendent de l'intérêt que les travailleurs porteront à la production, admet Bloch-Lainé. Mais « les salariés seront de plus en plus « qualifiés » pour accomplir des tâches de plus en plus parcellaires », ajoute-

t-il. Pour lutter contre « l'insatisfaction » qui découle de cette situation pénible, les loisirs, la consommation et les joies de la famille ne suffisent pas ; il faut intéresser les salariés à l'entreprise, car la discipline ne supplée pas à la compréhension pour assurer le rendement.

« Or, dit très justement Bloch-Lainé, nos entreprises fonctionnent encore, trop souvent, suivant un schéma et des méthodes militaires. Resterons-nous fidèles aux recettes hiérarchiques de Napoléon, quand toutes les observations et les expériences portent à promouvoir la collégialité et le dialogue ? »

A notre tour nous posons la question : notre patronat technocratisé mais réactionnaire est-il capable de pratiquer la « collégialité et le dialogue » alors qu'il manque de sens civique au point de rafler toute la plus-value avec ses « salaires » abusifs et des frais généraux bidons, à ne plus rien laisser pour leurs actionnaires, et de mettre ainsi en danger le financement de leurs propres entreprises ? Bloch-Lainé est-il un naïf ? Jamais ce patronat réactionnaire n'acceptera de bon gré la collégialité qui correspondrait à un contrôle plus efficace que celui du fisc.

Pour mettre de l'ordre là-dedans il faudra appliquer sévèrement des lois de limitation du « salaire » technocratique (notre salicrate) et de contrôle des frais généraux ; mais, en plus, il faudra, comme le fit Roosevelt, lancer les syndicats ouvriers dans la bagarre, appuyés par une Inspection du Travail nettement orientée dans le sens pro-ouvrier avec des pouvoirs étendus, jusqu'à pouvoir faire condamner à la prison, s'il le faut, des patrons trop récalcitrants.

Car que leur importe, aujourd'hui, aux dirigeants des entreprises, de payer les indemnités de licenciement à un délégué ouvrier trop actif dont ils veulent se débarrasser ?

INVRAISEMBLABLE MAIS VRAI

Et nous en arrivons au clou de l'interview en question.

Selon Bloch-Lainé il n'y a que les miséreux qui devraient pouvoir se faire rembourser leurs frais de maladie par la Sécurité sociale.

Il reprend là une thèse exposée par M. Piketty, du Patronat français (C.N.P.F.) selon laquelle sur les 20 millions de travailleurs la Sécurité sociale, qui en protège actuellement 17 millions, ne devrait plus en protéger que 2 à 3 millions !

Les autres n'auraient plus qu'à se débrouiller pour payer une assurance privée ! Drôle de conception du progrès social !

C'est également le sens d'une réforme présentée par M. Hébert au nom des députés de la « majorité ». Nous y reviendrons.

« Les Américains, en effet, dit Bloch-Lainé, résolvent par l'assurance qui leur coûte plus, le problème de la couverture de leurs risques. »

Là, trois remarques s'imposent :

I. Les syndicats américains ont développé tout un système d'assurances sociales « privées » que nos pauvres syndicats politisés seraient bien incapables d'organiser ;

II. La lutte ouvrière, dirigée par ces mêmes syndicats combatifs a imposé au patronat et aux technocrates américains des salaires doubles et triples des nôtres sur lesquels on peut prélever de fortes cotisations sans entamer pour cela le nécessaire pour vivre ;

III. Mais, et surtout, la monnaie américaine tellement stable qu'elle est internationalement acceptée comme un étalon-or depuis 1945, permet de capitaliser, c'est-à-dire d'accumuler des réserves en notre minable monnaie française, qui en dix ans perd de 40 % à 50 % de sa valeur par la dévaluation, non seulement ne rapportent pas mais encore fondent comme neige au soleil au bénéfice de l'Etat.

Ce sont là des faits qu'un directeur de la Caisse des Dépôts et Consignations ne peut ignorer...

Cela ne l'empêche pas, en ce qui concerne les retraites ouvrières, de tenter de briser la chaîne de solidarité entre les « anciens » et les « actifs » que sont les caisses par répartition. « C'est un système inventé et défendu, dit-il, par des personnes âgées, qui abusent des plus jeunes et qui compromettent l'avenir de la nation ». (sic !)

Venant de la part d'un haut fonctionnaire qui va toucher comme retraite cinq, six, sinon dix fois plus qu'un ouvrier gagne normalement en travaillant, une telle déclaration est franchement choquante ! Heureusement que les jeunes ouvriers savent que c'est leur propre avenir qu'ils défendent en défendant les caisses par répartition.

Mais M. Priouret, rédacteur à **l'Express**, qui lui aussi, se prétend « homme de gauche », a bonne mine, lui qui dans une polémique avec le réactionnaire Malterre, des Cadres, affirmait qu'il était impossible que les technocrates de l'Etat puissent envisager de revenir à des retraites par capitalisation, vu que la dévaluation rendait ces sortes de caisses impossibles.

Comme système de retraites, la capitalisation est impossible, d'accord ; tout le monde le sait et Bloch-Lainé mieux que qui que ce soit ; mais comme système pour tondre les « actifs » sous prétexte d'assurer leur vieillesse, et les vieux sous prétexte d'intérêt national, pardon, quelle tondeuse à haut rendement !

A propos des charges sociales, sur lesquelles les technocrates-patrons se lamentent à longueur d'année, il n'est pourtant que de citer Bloch-Lainé lui-même :

« Leurs griefs (aux patrons) sont trop souvent des alibis, des échappatoires. L'harmonisation, dans le cadre du Marché commun, des charges de toutes sortes qui pèsent sur les entreprises — et particulièrement celles des charges fiscales — ne se traduira pas, à coup sûr, par un allègement des prix de revient français. »

Alors, à quoi rime tout ce baratin réactionnaire ?

URGENCE D'UN SYNDICALISME EUROPEEN

L'harmonisation des conditions sociales à l'intérieur du Marché commun nous sauvera vrais malheurs, que nous cogitent, mais non des vrais malheurs, que nous cogitent les petits messieurs au « grand savoir » sortis de l'E.N.A.

Pour que cette harmonisation se fasse dans de bonnes conditions pour les travailleurs français il est urgent que des fédérations syndicales européennes s'organisent et entreprennent les actions d'envergure qui s'imposent.

Il est urgent que les militants de la C.G.T. qui, à la remorque du P.C., sabotaient naguère encore les contacts inter-européens, et qui à présent boudent, prennent conscience de leurs responsabilités et s'entendent avec les autres

centrales pour ces contacts communs sur le plan européen. Et que F.O. laisse un peu de côté son ostracisme.

Devant une industrie française mal organisée, en retard du point de vue outillage parce que ces messieurs ont préféré se remplir les poches plutôt que d'investir, devant une technocratie patronale et d'Etat qui comme un chancre — monstrueuse excroissance — pompe toutes les forces vives de l'organisme, devant des pouvoirs publics qui plutôt que d'arrêter cette hémorragie en contrôlant sérieusement les frais généraux fictifs, en limitant les « salaires » abusifs et en ordonnant l'autofinancement pris sur la production veulent s'en prendre aux maigres avantages sociaux d'un prolétariat déjà mal payé par rapport à l'Allemagne et saigné par les impôts excessifs, devant toute cette pagaille sociale, pendant de la pagaille industrielle, seule une pression syndicale venant du dedans et du dehors pourra apporter des remèdes valables.

Ce n'est qu'ensuite, seulement, que le « dialogue » et la « collégialité » deviendront possibles.

Maurice LIME.

LES GRÈVES POSTALES *(tri et ambulants)* EN 1966

Un jeune camarade des P. et T. nous adresse une analyse critique » sévère d'un rapport de l'organisation C.G.T. de son secteur, rapport où l'organisation en question s'attribue généreusement des succès imaginaires ou accapare les quelques résultats acquis grâce à l'action de tous les syndicats intéressés.

Nous en extrayons ce qui est relatif aux grèves de mars 66 à février 67).

4 *grèves nationales* : (deux « générales », une P. et T., une « bureaux gare »).

1 *grève* dans un seul bureau-gare.

4 *grèves* « région des ambulants ».

2 *grèves* dans un seul bureau (motivées par une provocation faite par les cellules locales et l'administration, afin d'éliminer un « camarade » compromis, soutenu par la section C.G.T. comme le pendu par la corde).

1 *grève* concernant les ambulants d'un seul centre,

2 *grèves* concernant un seul centre de tri.

Pour quels résultats ?

Le seul acquis fut l'éminination d'un « pro-chinois » devenu gênant pour des cellules d'entreprises, et de permettre l'exploitation du prestige acquis par un martyr fabriqué de toutes pièces par la section C.G.T.

Grèves nationales : résultat néant.

L'échec du 17 mai, quoique d'une grande ampleur, aurait dû dissuader la C.G.T. d'entreprendre des mouvements dispersés, ou inférieurs à 48 heures ; position adoptée par F.O.

Grèves corporatives : résultat néant.

Grèves localisées sur un thème général . résultats néant.

Grèves locales sur un thème local : résultat néant.

Tel est le bilan réel, celui présenté par la C.G.T. est différent :

Ainsi seraient dus aux grèves :

Traitements : 4 % au lieu des 3,5 % prévus.

Mesure concernant la fonction publique, sans rapport avec l'action P. et T.

Revalorisation des prestations familiales.

Mesure « électorale » d'ensemble, sans rapport avec l'action revendicative dans les P. et T.

Avancement plus rapide, amélioration de la situation administrative d'une catégorie .

Amélioration due à la négociation de la seule Force Ouvrière, sans grande ampleur, et concernant une partie restreinte du personnel.

Titularisation d'auxiliaires.

Résultat d'une action déjà ancienne et conjointe des organisations. Sans rapport avec les grèves.

Augmentations de primes.

Due à l'action négociée conjointe des organisations (C.G.T.-F.O.-C.F.D.T.) sans rapports avec les grèves.

Augmentation ristourne administrative cantine P. et T.

L'augmentation des prix en élimine les effets. Due à la négociation conjointe de l'ensemble des organisations.

Embauchage d'auxiliaires.

La pénurie chronique de personnel parisien (due au bas salaire) cause des difficultés dans les services. Pour pallier à ces effets, l'administration embauche des auxiliaires sous-payés mais faisant le même travail que les titulaires. Dans le cas cité il s'agit de « candidats » aux concours des P. et T. que l'administration « exploite » (c'est bien le mot) en attendant de savoir s'ils sont agréés.

Amélioration des conditions d'entrée.

La C.G.T. souhaite la suppression pure et simple de l'examen professionnel. F.O. négocie afin que les jeunes aient des facilités d'études et d'emploi s'ils n'ont réussi qu'à demi les examens. Sa proposition est en passe d'être acceptée. Avant même de le savoir la C.G.T. s'en attribue le mérite.

Le triste dans les P. et T. c'est que F.O. fait le principal travail revendicatif, et que toujours la C.G.T. la coiffe au poteau quand il s'agit de le faire savoir.

L. COMBATZ.

POUR LA DEFENSE DES RETRAITÉS

A l'assemblée générale extraordinaire du syndicat des correcteurs de Paris (6-5-67) nos camarades ont réussi à faire voter à une très large majorité la motion suivante :

« L'Assemblée générale... mandate le Comité syndical d'intervenir de son mieux pour conserver à la Caisse (Gutenberg) son « régime de répartition » fixé par les statuts ;

Lui demande d'intercéder afin que la Caisse paie aux retraités et ayants droit (veuves et orphelins) un rappel chaque fois que les économies faites sur les sommes, qui statutairement leur reviennient, dépassent 250 % des cotisations annuelles (pour l'année 1965 ce rappel pourrait être de 500 F pour les retraités et de 250 F pour les ayants droit)...»

Par ailleurs la motion demandait que les retraités soient représentés au Conseil d'administration où, pour le moment, les douze représentants patronaux font « fructifier » à leur guise deux milliards (anciens) de réserves (deux autres milliards étant obligatoirement placés en valeur d'Etat), le contrôle ouvrier étant pratiquement impossible dans ces manigances financières.

Un bon point pour les correcteurs de Paris qui font ainsi savoir à nos technocrates que l'épargne pour leurs investissements ne doit pas se faire unilatéralement sur le dos de la classe ouvrière, cotisants et retraités !

LA DICTATURE EN GRÈCE

La dictature vient de s'installer en Grèce par un coup d'Etat militaire. L'événement n'a pu surprendre que les esprits superficiels, car il y a longtemps, depuis le conflit entre le roi et le gouvernement de M. Papandreou, que la marche vers la dictature était amorcée. Les libertés disparaissaient les unes après les autres, les prisons s'emplissaient, notamment de syndicalistes.

Le nouveau régime militaire installé en Grèce le 21 avril se consolide en employant les méthodes militaires appliquées en Amérique latine et en Afrique noire avec naturellement la bienveillance des conseillers atlantiques.

Son cerveau, M. Papadepoulos qui fit ses débuts dans la presse internationale, expose les lignes politiques que son régime appliquera sans opposition possible du peuple. Nous ne traiterons ici que certains points concernant spécialement les libertés ouvrières pour alerter toutes les organisations syndicales européennes.

Par décret, M. Papadepoulos dissout d'abord toute une gamme de syndicats et groupes ouvriers, qualifiés communistes, avec confiscation de leurs biens.

En fait, contrairement aux syndicats officiels, ces groupements vivotaient uniquement par leurs cotisations sans obtenir aucune subvention de l'Etat, mais ils gênaient le patronat.

L'argument que l'on emploie pour justifier le coup d'Etat est que le danger communiste était très proche.

C'est une des raisons qui obligent les militants syndicaux de l'Europe à prendre conscience du fait que sous l'égide de l'O.T.A.N., un groupe militaire, entretenu par elle peut s'imposer et sous le masque des questions intérieures peut violer toutes les règles démocratiques européennes et atlantiques.

Il est du devoir des syndicats libres européens de ne pas tolérer un précédent qui peut demain s'étendre ailleurs comme mise au pas de toute action syndicale.

Le gouvernement danois a donné l'exemple au sein de l'O.T.A.N. de la défense démocratique et infligé aussi une leçon de civisme à M. Palamas qui soutenait les militaires d'Athènes.

Ainsi, la destinée de la Grèce est telle que tous les vingt ans un un groupe contraint les générations nouvelles au silence, à l'émigration, au parasitisme intérieur, à la dégénérescence.

Les militaires se flattent d'anticommunisme et dénoncent les mœurs parlementaires mais le régime qu'ils instaurent est pire parce qu'il plonge les générations nouvelles dans une étouffante oppression et ne leur laisse comme solution que l'insurrection.

La réalité est que l'oligarchie en tant qu'intermédiaire des puissances étrangères veut régler par des méthodes technocratiques le revenu national sans contrôle d'aucune sorte.

Par ailleurs, on cherche le scandale dans des papiers saisis parmi l'opposition, tandis que le drame public de la reine mère Frédérica s'étale au grand jour.

F. PIKROS.

***

Un peu avant le coup d'Etat des militaires, s'est tenue à Paris une conférence pour l'amnistie, le respect des droits de l'homme et des libertés constitutionnelles et l'abrogation des mesures d'exception en Grèce. A cette conférence, notre ami Jean Pikros est intervenu.

Nous reproduisons ci-dessous sa déclaration.

Je m'excuse de ne pas être en mesure d'apporter à la Conférence des lumières juridiques sur la demande d'amnistie générale ; heureusement les juristes qualifiés ne manquent pas pour formuler le droit humain.

J'apporte ici l'opinion de mes amis d'Athènes et de Paris, syndicalistes traditionnels sur la question. Bien sûr la demande de l'amnistie est légitime, en Grèce imposée par les conjonctures internationales et nationales mais nous, en tant que syndicalistes, nous la formulons, étant par principe et par fonction contre toute aliénation humaine, dans tous les pays.

Ceci dit, nous estimons que la revendication doit être liée par priorité à la normalisation des libertés syndicales dans les normes européennes et nationales. Nous sommes obligés de dire que cette action fut négligée ou mal orientée et organisée. De 1963 à 1965, la Gauche et le Centre de M. Papandreou n'ont pas jugé la question syndicale à sa juste valeur sociale et à sa place selon les conjonctures européennes.

Si les libertés et les activités syndicales fonctionnaient normalement, la question de l'amnistie serait aussi avancée. M. Papandreou ne pouvait poser ni l'une ni l'autre pour des raisons internes de son parti lié aux forces capitalistes grecques surannées, au même degré qu'en 1915 quand il promettait à la classe ouvrière qu'elle serait le printemps d'une société nouvelle, il est victime des forces qu'il a mal estimées mais qu'il a si bien servies.

L'amnistie générale est nécessaire, nous disons bien générale, politique, syndicaliste, économique et militaire, aussi bien pour les victimes qui souffrent, que pour le prestige de la nation et de la société grecque, qui doit marcher en harmonie avec les autres peuples balkaniques et européens vers un progrès plus humain et social.

Il est ridicule de lire dans le journal Kathimerim du 22 mars sous la signature d'un théoricien de l'E.R.E., M. Antonokathis que le prestige des institutions royales, pour l'essentiel, en tant que forces socialistes, dépend d'un million de citoyens illettrés. Si cela est vrai ce prestige sera fragile ; combien il serait plus positif, s'il décrétait l'amnistie générale pour l'ensemble de la nation.

Les ministres de M. Ranclopoulos, professeurs des vertus, et qui veulent être les hommes royaux platoniciens, doivent comprendre qu'ils ont à vivre dans une société pleine de contradictions qu'ils ont à résoudre, et qu'ils seront jugés en Europe, non par des paroles abstraites mais par des actes de justice sociale.

Quel que soit le résultat de cette conférence, une autre doit être préparée par les syndicats européens, pour régler définitivement le régime syndicaliste de la Grèce, pour la paix intérieure grecque, mais aussi de tous les pays.

Il y a progrès et progrès

Au colloque de Grenoble organisé par la Faculté de droit et des sciences économiques, qui s'est tenu fin mars-début avril, techniciens, syndicalistes et universitaires sont tombés d'accord pour dire que le travail dans les usines modernes usait deux fois plus vite l'ouvrier que celui qui se faisait dans des conditions naturelles.

Ainsi si un bûcheron reste gaillard à 65 ans, un mineur est « vieux » à 45 ans, un ouvrier sur les chaînes de montage à 40 ans et une femme employée dans certaines usines électroniques — où elle répète sans cesse le même geste monotone — est usée à 30 ans !

Ces crétins de technocrates ne pensent évidemment qu'au rendement à tout prix. C'est un rendement bénéfique pour leur entreprise, mais qui coûte cher aux individus et à la société...

Ceux qui nomment cela du progrès ont bon estomac !

Il y a bien autant de paresse que de faiblesse à se laisser gouverner.

LA BRUYERE.

QUELQUES SUGGESTIONS

A la fin de la déclaration qu'il a faite devant l'Assemblée nationale, M. Pompidou a déclaré :

« On a beaucoup parlé de dialogue. Le gouvernement pour sa part est prêt au dialogue, qu'il s'agisse, sur le plan politique, de débattre des grands problèmes nationaux avec les représentants du peuple, ou qu'il s'agisse dans le domaine économique et social du dialogue avec les organisations professionnelles et syndicales... »

Puisque le gouvernement est d'accord pour dialoguer, eh bien ! dialoguons. Je sais bien que le président du Conseil ne lira pas la « R.P. » et que la grande presse ne nous citera pas. Mais les idées semées, même à très petite dose, font toujours leur chemin, surtout si elles répondent à des nécessités historiques. Les quelques suggestions que je voudrais faire, me paraissent d'autant plus utiles que le gouvernement, ayant décidé de légiférer par ordonnances sans le concours du Parlement, il aura besoin de connaître le point de vue des intéressés dans l'établissement de ses ordonnances. Il faut donc que nous donnions le nôtre.

Dans sa déclaration, M. Pompidou a mis l'accent sur cinq problèmes de caractère économique et social qui intéressent au premier chef les travailleurs. Ce sont :

1. Le projet de loi foncière qui concerne les terrains à bâtir et par conséquent le problème du logement ;
2. L'application de la taxe à la valeur ajoutée (T.V.A.) et son extension au commerce, problème qui concerne la fiscalité ;
3. La politique de l'emploi ;
4. La réforme de la Sécurité sociale ;
5. L'association des travailleurs à l'entreprise.

Sur tous ces problèmes, le gouvernement a manifesté des intentions, mais n'a fait aucune proposition concrète. Nous allons donc faire les nôtres.

POUR LE LOGEMENT

En ce qui concerne la loi foncière, le président du Conseil a dit simplement qu'elle sera déposée « dès cette semaine » devant l'Assemblée nationale et qu'elle sera l'occasion d'un débat approfondi sur le logement. Or ce projet de loi, qui avait été déjà déposé devant l'Assemblée nationale avant les élections mais non discuté, n'apporte rien qui laisse prévoir une solution du problème du logement. On sait que la spéculation foncière sur les terrains à bâtir est une des causes qui gênent considérablement la construction de logements, spéculation qui a comme conséquence de provoquer une élévation générale du prix de la terre et, par conséquent, de la rente foncière qui est le revenu le plus parasite de la société moderne. Or le seul moyen de mettre fin à cette spéculation est la nationalisation du sol. Seulement, comme le gouvernement n'en veut pas, il est amené à prendre des mesures paperassières pour empêcher la spéculation sur les terrains. Mesures qui ne font qu'augmenter les traccasseries pour la construction sans éliminer la spéculation.

La terre étant un bien naturel et non un produit du travail, sa possession privée est plus injuste que celle de toute autre chose et la rente tirée de cette simple possession est une véritable dîme prélevée sur le travail de la société, c'est une sorte de rançon. C'est pourquoi de toutes les nationalisations, celle du sol est la plus urgente et la première que le socialisme ait revendiquée. Or tout ce que le gouvernement prévoit dans ce domaine, c'est que dans les centres des villes nouvelles ou les centres urbains nouveaux, les terrains acquis par les pouvoirs publics ne seront plus vendus comme c'était le cas mais loués pour des durées limitées au bout desquelles ils reviennent aux pouvoirs publics avec tout ce qui aura été construit dessus. C'est évidemment un pas en avant, mais bien petit et nettement insuffisant pour résoudre le grave problème du logement. Aussi, je ferai ma première suggestion.

Si on veut vraiment abolir la spéculation foncière, il faut avoir comme objectif la nationalisation totale de la terre, ce qui, disons-le tout de suite, ne signifie nullement la nationalisation des exploitations agricoles. Mais la terre étant propriété nationale ne saurait plus être vendue ni achetée, elle ne pourrait qu'être louée à l'Etat qui empocherait seul la rente foncière. Une première étape vers cet objectif serait la nationalisation ou la municipalisation des terrains à bâtir, car c'est sur ces terrains-là que la spéculation est la plus effrénée. Devenus domaine public, les terrains à bâtir pourraient être mis gracieusement à la disposition des coopératives H.L.M. pour la construction de logements sociaux, alors qu'ils seraient loués pour les constructions de luxe conformément aux clauses prévues par la loi foncière que nous avons signalées plus haut.

Ces mesures indispensables pour éliminer la spéculation foncière sur les terrains à bâtir ne suffisent pas pour régler le problème du logement. Car des logements, il y en a : plus de 50.000 logements neufs sont inoccupés parce que trop chers, et combien de vieux logements qui sont aussi inoccupés parce que la politique gouvernementale les a libérés de la réglementation ?

Le problème du logement ne réside pas seulement dans la construction, mais aussi dans le montant du loyer. Etant donné que l'écrasante majorité des travailleurs gagnent moins de 1.000 francs par mois, il ne leur est pas possible de payer des loyers de 500 francs et plus. La question qui se pose est donc celle des logements qu'on appelle sociaux et dont la construction n'est pas suffisante. Mais même ces logements dits sociaux, dont le loyer varie de 200 à 400 francs selon le nombre de pièces, ils sont trop chers pour des salaires inférieurs à 1.000 francs par mois. Il y a bien l'allocation logement, mais elle n'intervient que s'il y a des enfants et est nettement insuffisante. Aussi la meilleure solution serait de modifier totalement l'esprit dans lequel sont construits ces logements. Il faudrait abandonner l'esprit commercial et en faire un service public, comme c'est le cas pour les écoles, et les mettre gracieusement à la disposition de la population, tout au moins de la partie de la population dont le revenu est inférieur à 1.000 francs par mois.

Ma deuxième suggestion sera donc la suivante :

Priorité absolue à la construction de loge-

ments sociaux par les pouvoirs publics en mobilisant toutes les ressources de l'industrie du bâtiment, gratuité totale du loyer pour tous ceux dont le revenu est inférieur à 1.000 francs par mois, pour les autres le loyer variant avec le revenu en tenant compte toutefois des enfants à charge. Seules les charges afférentes au logement seraient payées.

POUR LES IMPOTS

Venons-en maintenant à la T.V.A. On ne sait pas encore en quoi consiste exactement le projet gouvernemental, mais comme il s'agit-là d'impôts indirects frappant les marchandises et les services, on peut faire quelques suggestions.

Tout impôt sur les marchandises ou les services est, par nature, injuste, parce qu'il est le même pour tous, pour le riche à millions comme pour le pauvre sans le sou. Un impôt de 20 %, par exemple, sur le beurre, c'est peu pour le millionnaire, c'est beaucoup pour le pauvre. C'est contre ce genre d'impôts, qu'on appelait impôts de consommation que le mouvement ouvrier s'est toujours dressé. La justice fiscale exige donc de remplacer les impôts indirects par des impôts directs frappant progressivement les revenus et la fortune acquise. L'évolution va d'ailleurs dans ce sens et, ici, la France est en retard sur les pays évolués. Aussi il faudrait accentuer cette évolution et, pour cela, commencer par supprimer totalement tout impôt ou taxe sur les objets de première nécessité.

Or les objets de première nécessité, ce sont : le logement, l'alimentation, l'ameublement, le vêtement et les soins de santé. Nos suggestions seront donc les suivantes dans ce domaine des impôts :

Suppression de tout impôt sur les logements sociaux, sur tous les produits alimentaires, sur l'ameublement, sur les vêtements et les soins de santé. Les pertes subies par les pouvoirs publics du fait de ces suppressions d'impôt sur les objets de première nécessité pourraient être compensées par une augmentation des impôts sur les objets qui ne sont pas de première nécessité, notamment les objets de luxe. En outre on pourrait augmenter la progressivité de l'impôt sur le revenu qui s'arrête à 65 %, alors qu'aux Etats-Unis elle est beaucoup plus élevée.

POUR L'EMPLOI

Sur le problème de l'emploi et de sa stabilité, M. Pompidou a dit que le gouvernement devait en faire un élément fondamental de son action. Comment ? il ne nous l'a pas dit. Aussi pouvons-nous lui faire quelques suggestions.

Il y a d'abord le problème de ceux qui ont atteint la cinquantaine et que personne ne veut plus employer. Bien que patrons et gouvernement se refusent à abaisser l'âge de la retraite, certains voudraient même la porter au-delà de 65 ans, ce sont ces mêmes patrons et ce même gouvernement qui refusent d'embaucher toute personne ayant dépassé 50 ans et souvent même moins. Les pouvoirs publics sont même pires que les patrons, puisqu'ils n'admettent pas d'embaucher dans la fonction publique au-delà de 30 ou 35 ans. Il y a là une contradiction que le gouvernement ferait bien d'examiner d'un peu plus près.

En tout cas, nous lui suggérons de supprimer toute limite d'âge pour entrer dans la fonction publique. Nous lui demandons même de réserver certaines places, comme poinçonneur de métro, aux femmes, aux invalides et à ceux qui ont atteint la cinquantaine. En outre, il faudrait interdire au patronat de fixer une limite d'âge pour l'emploi, sauf bien entendu lorsqu'il s'agit de postes qui exigent des réflexes physiques très rapides, comme conducteurs de camion ou pilotes d'avion.

Il y a ensuite les jeunes qui cherchent un emploi. Pour eux se pose avant tout une question de formation professionnelle et technique, car le plus souvent ce sont ceux qui n'ont aucune formation qui n'arrivent pas à s'employer. La suggestion, ici, consiste donc, pour ceux qui ne poursuivent pas leurs études, de prolonger leur scolarité dans l'enseignement professionnel et technique jusqu'à l'acquisition d'un métier leur permettant de trouver un emploi. Naturellement, il y a une question d'écoles professionnelles et je sais très bien qu'on ne peut pas en faire surgir du néant du jour au lendemain. Mais outre que le gouvernement devrait accorder une priorité à leur construction et à la formation des maîtres, il pourrait accorder aux syndicats professionnels les mêmes subventions qu'il accorde à l'enseignement privé afin que ceux-ci participent à la formation professionnelle et technique par la création d'écoles syndicales.

Enfin, en ce qui concerne la garantie et la stabilité de l'emploi, il est étrange que ce soit là un problème. Les richesses de la société ne sont pas tombées du ciel, toutes les prières de toutes les églises n'ont jamais apporté un iota de richesse aux hommes. Toutes les richesses, y compris ce qu'on appelle le capital, sont le produit du travail humain. Donc s'il y a des hommes, il y a des capacités de travail et par conséquent des possibilités de créer des richesses. De deux choses l'une : ou la société est saturée de richesses de toutes sortes ou en manque. Dans le premier cas, pour que chacun participe au travail et ait un emploi stable, il faut réduire la durée du travail. Dans le deuxième cas, il faut faire travailler tout le monde pour produire les richesses qui manquent. C'est ce deuxième cas qu'il s'agit d'appliquer en ce moment, car nous ne sommes pas en présence d'une saturation de richesses mais d'une insuffisance. C'est ainsi que nous manquons de logements, d'écoles, d'hôpitaux et d'autoroutes pour ne citer que les trois domaines qui attirent le plus l'attention. Il y a là largement de quoi assurer du travail à tous. Il suffit de le vouloir et d'avoir une politique de la production qui soit basée sur la satisfaction des besoins et non sur la réalisation d'un profit.

Quant à la mutation de profession que pose et que posera toujours l'évolution de la technique, elle peut être facilement réalisée en conservant aux travailleurs en voie de mutation d'industrie leur salaire intégral pendant leur formation professionnelle et surtout en établissant l'équivalence des salaires entre les diverses professions et, enfin, en garantissant le logement. En effet, une famille ouvrière n'accepte de changer de localité que si elle est assurée du logement, de la gratuité du déménagement et si le salaire est identique. Les mutations sont trop souvent le moyen de réduire les salaires.

POUR LA SECURITE SOCIALE

Le quatrième problème soulevé par le président du Conseil concerne la réforme de la Sécurité sociale. C'est une chose dont on parle beaucoup en ce moment et nul ne sait ce qui se prépare. La raison de cette réforme est le déficit qui s'accroît d'année en année et c'est pour le résorber que l'on parle de réforme. Dans ces conditions, il est évident que le but de cette réforme est exclusivement d'éliminer ce déficit. Ce n'est donc pas une réforme mais une question d'équilibre budgétaire. Or pour réaliser cet équilibre, il n'y a que deux possibilités : ou augmenter les recettes ou diminuer les dépenses. Mais comme pour augmenter les recettes, il faut augmenter la cotisation patronale, tandis que pour diminuer les dépenses, il faut réduire les prestations, il est à craindre que, sous la pression du patronat, le gouvernement ne choisisse cette deuxième solution.

Le principe de la Sécurité sociale est un principe de solidarité, et la solidarité signifie que celui qui a des revenus paye pour celui qui n'en a pas, ce qui est le cas pour les malades et les vieux qui ne peuvent pas ou plus travailler. L'effort de solidarité de chacun doit être proportionnel à son revenu, plus le revenu de quelqu'un est grand, plus il doit payer. Ce principe que le riche doit donner au pauvre est un principe très chrétien que tous les croyants ou prétendus tels ont sans cesse sur les lèvres mais qu'ils refusent systématiquement de mettre en pratique. C'est pourquoi, je proposerai les mesures suivantes, qui loin de restreindre la Sécurité sociale l'élargiront et au lieu de diminuer les dépenses les augmenteront, mais augmenteront aussi les recetes.

D'abord, il faudrait que le gouvernement se donne comme objectif de fusionner toutes les caisses de Sécurité sociale particulières en une seule. Il n'y a aucune raison humaine de laisser subsister des régimes spéciaux de Sécurité sociale. Etant donné que la création de la Sécurité sociale a été le résultat d'une lutte, il est compréhensible qu'elle ait été créée par morceaux, par professions ou par catégories sociales en fonction de l'action menée. Mais maintenant que le principe a été généralisé, il n'y a plus de raison de laisser subsister des particularismes qui empêchent une juste péréquation de la Sécurité sociale. Il est donc nécessaire et urgent de fondre tous les régimes spéciaux, y compris celui des fonctionnaires, dans un seul régime de Sécurité sociale qui sera le même pour tous.

En ce qui concerne les prestations maladie, au lieu de chercher à les diminuer, il faut en porter le montant à la totalité des dépenses que le malade doit supporter. Seulement, pour éviter les abus, dont les médecins portent souvent la responsabilité, cette gratuité totale ne devrait s'appliquer qu'aux malades se faisant soigner dans les hôpitaux ou les cliniques mutualistes.

Pour les retraités, il y a une très grande injustice. En effet, le montant de la retraite est calculée sur la moyenne du salaire des dix dernières années. Comme la retraite est fixée à 65 ans, les dix dernières années sont celles qui vont de 55 à 65 ans. Or cette période est précisément celle où il devient très difficile de trouver un emploi et où par conséquent on travaille moins ou à des salaires inférieurs. Cela est surtout vrai pour les femmes mères de famille qui, après avoir travaillé à plein jusqu'à l'âge de 50 ans, souvent ne travaillent plus qu'à demi-journée. On arrive ainsi à ce paradoxe qu'un travailleur ayant jusqu'à 50 ans travaillé à plein et payé la Sécurité sociale au maximum, verra sa retraite calculée sur une durée du travail moindre parce qu'à partir de 50 ans il aura eu du mal à s'employer. Aussi ma suggestion serait que la retraite soit calculée, non sur le salaire moyen des dix dernières années, perçu par l'assuré, mais sur le salaire professionnel en vigueur au moment du départ à la retraite. Enfin, tout assuré ayant cotisé pendant trente ans devrait pouvoir prendre sa retraite même s'il n'a pas encore atteint l'âge de 65 ans, et ce sans qu'il subisse le moindre abattement.

En ce qui concerne les allocations familiales et l'allocation logement, il serait préférable, au lieu de donner de l'argent, d'assurer la gratuité du logement et la gratuité pour les enfants de tous les services publics ainsi que l'exemption fiscale dans tous les spectacles.

Côté recettes, il faudrait commencer par supprimer le plafond des cotisations. Puisque le principe de la Sécurité sociale c'est la solidarité, il est tout à fait normal que ceux qui ont de gros salaires payent plus que les autres et pour les autres. Ensuite, si cela ne suffit pas, augmenter la cotisation. Enfin, s'il y a encore un déficit, c'est l'Etat qui doit le prendre en charge, mais en aucun cas il ne faut réduire les prestations. La Sécurité sociale représente l'organisation de la solidarité entre tous les membres de la société, non seulement il ne faut pas porter atteinte à cette solidarité mais il faut l'élargir.

POUR L'ASSOCIATION DES TRAVAILLEURS A L'ENTREPRISE

Le cinquième problème abordé par le président du Conseil concerne l'association des travailleurs au progrès de l'entreprise. Je ne sais pas en quoi consiste cette association, mais si je me base sur la proposition Vallon, je suppose qu'il s'agit de faire bénéficier les travailleurs de l'autofinancement. C'est donc sur cette question que je voudrais terminer mes suggestions.

On sait que les entreprises organisées en sociétés par actions lorsqu'elles veulent effectuer des investissements font appel au marché financier soit sous forme d'émission d'actions par augmentation de capital, soit sous forme d'émission d'obligations portant intérêts fixes et remboursables dans des délais déterminés. Dans ce cas, il n'y a pas de problème qui se pose car achète des actions ou des obligations qui veut, et celui qui les achète en est normalement le propriétaire. Mais les entreprises ont une autre possibilité d'investissement : c'est celle qui consiste à ne pas distribuer la totalité de leurs bénéfices et d'en mettre une partie en réserve. Lorsque cette réserve a atteint un montant jugé suffisant, elle est investie. C'est cela qu'on appelle l'autofinancement. Or à partir du moment où ces bénéfices sont investis, il y a augmentation du capital et, par conséquent, il doit y avoir émission d'actions d'une valeur correspondante à celle de l'augmentation du capital. Seulement comme ces actions se trouvent payées par les profits investis, on ne les vend pas. On les distribue gratuitement aux actionnaires. C'est ici que je pose le problème sou-

levé par la proposition Vallon : pourquoi ces actions gratuites sont-elles distribuées seulement aux actionnaires ? Pourquoi ne pas en distribuer aussi aux travailleurs de l'entreprise ?

Voilà la question.

Il est évident que les profits réalisés par une entreprise sont le fruit du travail des travailleurs de cette entreprise. Il est donc tout à fait normal que leur soit distribuée une partie des actions gratuites émises en fonction de l'autofinancement. Si donc le gouvernement a l'intention de faire bénéficier les travailleurs de l'autofinancement, personnellement je ne puis que l'approuver. Seulement si on fait bénéficier directement les travailleurs de l'entreprise, on va créer une injustice pour la simple raison qu'il y a des entreprises qui ne pratiquent pas l'autofinancement et d'autres qui sont des entreprises non rentables. Il en résulterait que certains travailleurs, uniquement parce qu'ils ont la chance de travailler dans une entreprise de caractère commercial, se verraient attribuer des actions gratuites alors que d'autres, qui contribuent à la richesse nationale tout autant mais qui ont le malheur de travailler dans des entreprises de caractère non commercial, ne recevraient rien. D'autre part, si on distribue des actions gratuites à certains travailleurs, ceux-ci pourraient très bien, par besoin d'argent, les revendre. Si bien que cette distribution reviendrait à une simple participation aux bénéfices. C'est pour éviter ce double inconvénient que je ferai la suggestion suivante.

Les actions gratuites réservées aux travailleurs, au lieu de leur être distribuées, seraient versées à une caisse nationale appartenant à l'ensemble de la classe ouvrière et gérée par elle. Les revenus provenant de ces actions serviraient alors à tous les travailleurs sous forme sociale. Ils pourraient, par exemple, être versés à la Sécurité sociale pour améliorer les retraites ou bien servir à construire des logements sociaux. En outre, la caisse détentrice des actions pourrait représenter les travailleurs dans les assemblées d'actionnaires des entreprises dont elle détiendrait des actions. Ainsi, ce serait l'ensemble des travailleurs qui bénéficieraient de l'autofinancement et pas seulement ceux qui ont la chance de travailler dans des entreprises de caractère commercial, car celui qui balaie les rues est tout aussi indispensable au développement économique que celui qui travaille dans une usine d'automobiles.

Sur ces cinq problèmes, le gouvernement a manifesté des intentions, mais seulement des intentions. C'est pourquoi j'ai voulu faire ici quelques suggestions sur la mise en pratique de ces intentions. Nous verrons dans les jours qui vont venir comment le gouvernement réalisera ses intentions. Mais je crois que les travailleurs feraient bien de veiller.

Pierre RIMBERT.

LE JARGON TECHNOCRATIQUE : MAQUIS DE PROCEDURE

Pour sa conférence sur l'échelle des salaires à l'E.D.F.-G.D.F. le camarade Werbrouck avait demandé un tableau noir. Nous étions curieux de voir à quoi pouvait bien servir un tableau noir pour une conférence syndicale... qui ne s'adressait pas particulièrement aux membres de l'Enseignement.

Eh bien, les technocrates de cette branche ont tellement compliqué la question des salaires qu'en effet, pour exposer les équations qui servent à calculer les augmentations de salaire, il faut un tableau noir !...

Cela rejoint ce qui se passe à la fameuse C.S.F. où la feuille de paie est tellement compliquée que l'ouvrier moyen est incapable de vérifier si on ne l'estampe pas (« Voix ouvrière », 15-4-67). Ce n'est pas nouveau comme procédé. Chez de Wendel, déjà, quand j'étais arpète, les travailleurs immigrés venaient nous trouver pour que nous contrôlions leur bordereau de paie. Avec cette incertitude de leurs gains et leurs dettes à « l'économat » de l'aciérie la direction les tenait en quasi-escla-

Cette complication par des formules ésotériques des choses les plus simples est donc voulue pour rendre la lutte revendicative plus difficile, mais il y a aussi de la part de certains technocrates une coquetterie de caste à employer ce jargon mathématique.

A ce sujet le mathématicien et économiste connu internationalement, Oskar Morgenstern, déclare dans une interview :

« Je suis frappé par la façon souvent erronée dont les économistes utilisent les mathématiques. Il y a un complexe d'infériorité des sciences sociales vis-à-vis des sciences physiques. Alors, pour épater le bourgeois, on met en équations compliquées ce que l'on aurait pu exprimer par une phrase parfaitement claire en langage ordinaire. C'est non seulement inutile, mais exactement opposé à la démarche du véritable mathématicien, toujours à la recherche de la formulation la plus élégante — c'est-à-dire la plus simple — de la solution au problème posé. »

Il faudra donc que les vrais militants syndicalistes réagissent contre ce maquis de la procédure qui se développe avec l'assentiment de certains bonzes syndicaux flattés dans leur vanité d'initiés et voyant dans cette évolution, voulue par les technocrates, une façon de se rendre indispensables. C'est un carcan passé à la spontanéité ouvrière, c'est un barrage opposé à la participation ouvrière à la vie syndicale.

Le camarade Werbrouck a eu raison de dire à un journaliste qui ironisait sur les difficultés d'expliquer de pareilles formules en assemblée syndicale que les ouvriers ne sont pas plus bêtes que les journalistes. Mais justement, sauf quelques spécialistes, les journalistes n'y comprennent rien, eux non plus. D'ailleurs, que demain un bon professionnel fasse une conférence sur son travail, avec les termes de son métier, à une assemblée de technocrates, ceux-ci non plus n'y comprendraient rien.

Si donc les responsables syndicaux ne veulent pas se faire isoler de leurs adhérents, seule base de leur force dans les discussions qui les opposent aux faux mathématiciens, il est indispensable qu'ils luttent pour une simplification dans la clarté des formules, procédures et démarches intéressant la vie syndicale, sinon ils risquent que l'irritation et le mécontentement ouvriers rejaillissent en premier contre eux. C'est d'ailleurs ce que recherchent ceux qui veulent nous faire accroire que la question sociale n'est plus une question de juste répartition du fruit de notre travail, mais simplement une question d'expansion ! Leurs équations les plus compliquées n'arriveront pas à masquer la réalité vécue : une inégalité de plus en plus grande !

« Le plus difficile pour moi, c'est de me débarrasser de cette forme de pensée qui veut que les lettrés gouvernent et que les travailleurs manuels soient gouvernés. »

UN JEUNE PAYSAN CHINOIS.

Etudiant dans un institut d'études agronomiques.

Parmi nos LETTRES

Bravo Saint-Nazaire !

Au cours de la grève le camarade PATAT a adressé à Guilloré les lignes suivantes : Nous pouvons aujourd'hui le rassurer. Les camarades grévistes ne sont ni vaincus, ni battus. Leur succès est au contraire *net.*

⁂

J'espèce que tu donneras ton avis sur la grève de Saint-Nazaire. Ou que peut-être un ami de là-bas donnera des informations. Ils ont été d'un courage exemplaire. Battus ? Je ne le pense pas même si il n' y a pas victoire mais certainement pas vaincus. Ils auront à faire un examen de leur lutte admirable et à en tirer toutes les leçons.

Le mouvement syndical lui-même aura a en tirer *toutes les conclusions.* Les états-majors ne doivent pas être fiers. J'ai suivi cela à travers la presse et Europe 1. Hier, 30 avril, à minuit l'interview d'un délégué au siège du boulevard Haussmann était admirable. Devant une question insidieuse du reporter à savoir si le fait d'avoir duré avec l'allocation minime du fonds de solidarité. 5,20 F par jour — si je me souviens bien — ne les incitait pas à reprendre le boulot, le gars très simplement lui répondait : « Avec plusieurs de mes camarades nous n'avons pas été chercher cette allocation qu'il fallait réserver à d'autres plus dans le besoin et il faut tenir et nous tiendrons s'il le faut ». Sur la demande de renseignements : « Nous avons grand espoir même si nous ne gagnerons pas tout. Mais nous réservons nos informations à nos camarades qui jugeront et décideront mardi matin ». Admirables ! Ces gars de St-Nazaire après 62 jours de grève. Une page d'histoire à inscrire parmi d'autres.

La Sécurité Sociale en déficit.

Y a-t-il une véritable crise de la Sécurité sociale ? Ou une crise voulue ? Certes, il y a une réforme à faire. Pas celle que tout le monde avance, mais la réelle, à savoir que l'Etat rembourse tout ce qu'il droit à la dite Sécurité sociale. A tout ce qu'il a pillé pour différentes raisons trop longues à analyser ici. A tout ce qui a été prélevé pour des dépenses qui incombaient à l'Etat lui-même. Par exemple : l'argent puisé pour l'organisation de la Sécurité sociale agricole où l'on fait les généreux avec les salaires des travailleurs. Car les cotisations ne sont pas autre chose que nos salaires. Salaires différés, si on veut, mais salaires quand même. Gazier l'a rappelé avec juste raison quand il était ministre du Travail (l'erreur de sa vie à mon avis). L'erreur de la classe ouvrière et des syndicats qui se sont laissé enlever la gestion d'une œuvre qui était, qui aurait dû être une des meilleures réalisations de notre siècle. Une erreur coupable de ne pas avoir récupéré avec sévérité les sommes qui n'ont pas été payées par des entreprises de très grande importance et souvent dirigées par les plus grands et les plus responsables. Je ne te donne pas d'exemple, tu les connais. Et souvent avec la complicité de délégués syndicaux. Ces mêmes entreprises oubliaient-elles d'introduire le coût des dites servitudes sociales dans leur prix de revient ?

Et aujourd'hui on ose parler de déficit, de crise. Qu'ils fassent donc leur compte, on verra après. Ces comptes ont été faits mais on oublie d'en parler dans la grande presse servile. Elle est, du reste, souvent payée pour cela.

Pour moi, il n'ya pas crise, il y a un scandale dont hélas ! il faut le dire, la classe ouvrière se désintéresse trop. De quoi foutre le gouvernement par terre si on allait jusqu'au bout. Mais voilà, l'intérêt général avant tout. Hélas ! cela cache beaucoup de choses.

On vient de sortir un autre « truc » que Maurice Lime devrait bien voir de près, car je lis toujours avec plaisir ses articles pertinents sur les retraites complémentaires. Un député, maire de Cherbourg, U.D.S.R. vient d'imaginer un projet de loi sur la transformation de la Sécurité sociale en une grande œuvre de « Solidarité nationale » groupant sous le même chapeau : Sécurité sociale, chômage, emploi, etc.

Et puis n'y a-t-il pas le scandale de l'Assistance publique qui fait payer très chers ses soins chirurgicaux ou médicaux parce qu'il y a la S.S. ? Je n'insiste pas. Les cliniques qui n'ont jamais été aussi nombreuses (ce qui est bien), mais aussi chères. Les morticoles qui se font payer à prix d'or le transport de notre viande morte. Les pharmacies dont les patrons sont devenus des épiciers vendant de la marchandise « conditionnée ». Les conseils d'administration de certaines grandes pharmacies sont des lieux très curieux où se rencontrent un pharmacien (c'est tout de même obligatoire) et des entrepreneurs en bâtiment, des métallurgistes ou autres.

Et j'en passe.

Certes, sur le plan juridique on pourrait me faire des obpections. Comme me disait un administrateur de la S.S. au cours d'une réunion dans une sallle de la mairie du 13e où je lui disais « Que si nos vieux camarades qui ont fondé les Assurances sociales et qui sont pour la plupart morts à la tâche voyaient tout cela, ils seraient confondus car ce n'est pas cela qu'ils avaient voulu », il me répondait : « C'était de très braves camarades mais ils n'avaient aucune connaissance technique ». Voilà le grand mot lâché. Technicité, technocrate. On en crève !

⁂

Sur le même sujet un médecin nous écrit :

Ayant été pendant plusieurs années à la Santé publique, je pense qu'il n'y aurait pas de déficit si la Sécurité sociale ne sortait pas de son domaine, où elle réglait ses propres *dépenses et non, en plus, celles des autres. Ce n'est pas le cas. Quand le Directeur de la Santé dans un département veut faire une création (dispensaire, vaccination gratuite, etc.) que fait-il ? Il s'adresse à la Caisse régionale de Sécurité sociale, qui, généralement, accorde le gros de la dépense.. Si bien que dans une exposition médicale, à Paris, on a pu voir un stand de la Sécurité sociale où un grand panneau proclamait que* « La Sécurité sociale contribue largement à l'équipement sanitaire du pays ».

Eh bien ce n'est pas son rôle !

Les dépenses d'équipement ressortissent au budget général. Seules les dépenses des asssurés *incombent aux caisses des cotisants.*

Il y a détournement de fonds.

Ce détournement est peut-être légal.

Il n'en est pas moins abusif.

Encore l'Algérie !

Péra ayant publié une coupure de journal relatant le vilain procédé dont se plaint un touriste français a reçu du camarade TEILHAC — qui fut « coopérant » pendant deux années — les lignes suivantes :

« *Le plus intéressant dans la désagréable (mais banale) aventure de M. Saumade venu en touriste en Algérie et galamment délesté au départ, par les douaniers de ce pays, des quelques francs nécessaires à son billet de train de retour, est que la lettre de protestation de l'intéressé a été publiée par* El Moudjahid. *Bravo à la « Pravda algérienne », qui, pour une fois, n'est pas sans mérite ni sans courage. Quels sont les journaux français qui dénoncent de leur côté la façon non moins galante dont les Algériens sont traités en France ? Sur ce point tout ce que rapporte* El Moudjahid *est vrai. Allez voir aux aéroports de Marseille et de Toulouse comment s'opère le tri entre les seigneurs occidentaux et les bétail oriental. Nos flics valent bien leurs gabelous.* »

Tout à fait d'accord avec ce que dit Teilhac. Il a raison de féliciter le journaliste d'*El Moudjahid* qui, pour une fois, a cru pouvoir agir en indépendance et équité. Hélas ! il semble que celui-ci, qui signe Krikèche et n'est pas sans talent, a dû se faire donner sur les doigts, car par la suite, dans la même rubrique il a publié des lettres d'Algériens, disant en substance : « Pardon ! C'est très bien qu'on ait confisqué à cet étranger 105.000 francs. Et c'est bien beau qu'on lui ait laissé 15.000, même si ça ne suffisait pas pour aller, à deux personnes, de Marseille jusque chez lui ! » (Le tout sans justification véritable).

Quant au deuxième point de Teilhac : quelle est la publication française qui ait dénoncé la façon dont sont traités les Algériens refoulés ? Et bien, il y a au moins la R.P. !

*
* *

Sur un autre point, les difficultés de l'autogestion, TEILHAC écrit :

L'autogestion ne serait ni saine, ni honnête, ni rentable, dénonce, en carabinier d'Offenbach, « El Moudjahid ». Mais, rassurez-vous, ça va changer ; la Préfecture d'Alger va prendre les seules mesures qui s'imposent : « fermeture de plusieurs établissements dont la gestion fera l'objet d'un examen très approfondi ». Je voudrais, en orfèvre, vous faire goûter toute la saveur de cette petite phrase. « Ils » trouvent normal de se traiter entre eux comme nous les traitions aux plus mauvais moments des « événements » : fermetures, confiscations, emprisonnement avant tout commencement d'enquête, sur dénonciation parfois anonyme, parfois pour satisfaire une vengeance personnelle ou régler au profit d'un ami un conflit d'ordre privé. Mais le plus beau, c'est « l'examen approfondi ». Formule rituelle, formule miracle qui gonfle de la satisfaction du devoir accompli et pare de science et d'efficacité le chef ignare et paresseux qui la signe et ne sait absolument rien de ce qu'il convient d'examiner, rien de ce qui est licite ou interdit, correct ou crapuleux ; formule qui n'ébranle pas la sérénité de l'exécutant chargé de l'enquête qui répond imperturbablement quaprès vérification complète (le malheureux !) tout lui a paru normal Parbleu ! Son rapport sera enregistré, de préférence plusieurs fois, tapé en multiples exemplaires adressés au petit bonheur sous autant de bordereaux d'envoi avec accusés de réception dans les directions les plus imprévues (parfois même, je l'ai vu, à la victime). Et on n'en entendra plus parler. Et la ruche de l'administration algérienne, plus bourdonnante que jamais de crépitement dactylographiques et d'appels téléphoniques, poursuivra, dans des rêves de gloire son ronronnement triomphal.

Tiers-Monde : les arrivistes sont arrivés

Le même camarade joint à sa lettre un écrit d'un professeur de l'Université de Tunis, Hicham Djaït, paru dans Jeune Afrique :

Tout le monde parle des pays sous-développés. Mais rares sont les analystes qui vont au fond du problème. Ceux qui sont suffisamment outillés pour le faire — à savoir, les Occidentaux — le connaissent bien mal. Longtemps mystifiés par un prétendu exotisme africain ou méditerranéen, réagissant vivement, par la suite, contre les tendances fâcheusement dépréciatives des anciens colonisateurs, les intellectuels occidentaux sont, hélas, tombés dans l'excès contraire. Ainsi, d'ailleurs, que bon nombre de « têtes pensantes » du Tiers Monde. En vérité, la société sous-développée traverse une crise grave. Certes, il ne faudrait pas non plus dissimuler à soi-même, et aux autres l'impression d'extravagance que dégage cette société. Dans ce monde nouveau-né, le ridicule ne tue pas. Et le moi n'est guère haïssable, il s'en faut. Des traits de mentalité se découvrent, qui étonnent.

La course aux postes et aux faveurs, par exemple, témoigne d'un arrivisme étrangement virulent. Quel changement depuis le temps où l'Arabe bouillonnant, pour laver son honneur, aurait anéanti le monde ! L'ambition a vaincu l'ancestral amour-propre.

...Le monde sous-développé est le monde des faux aspects grassement payés, des aventuriers de tout crin, de la médiocrité intellectuelle générale. L'Afrique en est encore à digérer l'ivresse de l'indépendance récemment acquise, ses cadres se repaissent avec voracité de la bonne chère du pouvoir. Le complexe de culpabilité de l'Europe empêche celle-ci de voir les choses en face, c'est-à-dire d'être critique, mais aussi de faire œuvre efficace pour ce nouveau monde, pourtant si vieux dans sa façon de concevoir le pouvoir, la liberté, l'égalité, si peu réglé par des lois et des institutions, par un vrai sens du bien public.

Les dirigeants des pays sous-développés ont gravement péché en n'enseignant pas à leurs « sujets le maniement de la démocratie. Ils ont préféré jouir des avantages immédiates de la toute-puissance plutôt que de s'engager librement dans des concessions qui auraient assuré petit à petit un certain fonctionnement démocratique.. Souvent, ils ont encouragé des résurgences orientales ou tribales qui auraient dû être étouffées par le XXe siècle. Socialement parlant, les pays sous-développés vivent dans un état de tension. Les nouveaux postes ont créé une classe de nantis, très jalouse de ses prérogatives, d'autant plus jalouse qu'elle se sait contestée. Des conflits graves opposent les diplômés aux gens en place, les anciennes aristocraties aux nouveaux cadres politiques et sociaux, les générations entre elles. La masse exploitée est la plus passive car elle manque de conscience ou reste mystifiée.

Il s'agit d'un véritable malaise devant une infantilisation de plus en plus grande des esprits. L'intellectuel authentique du Tiers Monde se sauve par la solitude, la colère et la souffrance. Bilan assez pessimiste en somme, mais qui ne doit pas faire oublier le progrès global, l'émergence de la conscience nationale, la volonté de modernisation. Jusqu'à présent, on a surtout insisté sur les aspects positifs ou sympathiques. Je crois nécessaire de montrer d'autres aspects, moins reluisants mais non moins réels, que la critique pourrait peut-être, très légèrement, contribuer à améliorer.

Que conclure ?

L'auteur trouve que les pays ex-coloniaux sont mal gouvernés. Il a plus que probablement raison. Mais pouvait-il en être autrement ? N'oublions pas que, pendant les décennies de colonisation :

1. L'instruction a été distribuée au gompte-gouttes ;
2. Les colonisés n'ont jamais vu pratiquer que *le contraire* de la démocratie.

LA C.G.T. S'ENFONCE DANS LE CORPORATISME

L'affaire de l'E.D.F., où la C.G.T. a refusé de favoriser les petits salaires avec un coefficient d'augmentation double des hauts salaires, n'est pas un fait isolé.

Dernièrement elle faisait distribuer un tract à la B.N.P. (banque nationalisée) dans lequel les petits employés eurent la surprise de se voir invités à approuver, avant de le défendre sans doute, un barème dans lequel ils figuraient à 60 F (salaire d'embauche) et les « classes 8 », fondés de pouvoir, etc., à 2.689 F ! Un rien !

Puisqu'ils y étaient, les technocrates de la C.G.T. n'avaient qu'à demander aux petits employés d'approuver, voire de défendre, les salaires des « hors classe » dont certains touchent plusieurs millions, anciens, par mois !

La C.G.T., sous la tutelle de la F.S.M. inféodée aux Russes, glisse de plus en plus vers un corporatisme vichyssois.
ratisme vichyssois. Qu'attendent les militants ouvriers pour demander l'expulsion des syndicats de cadres qui corrompent leur confédération, et dont les intérêts, sauf exceptions rarissimes, comme à Saint-Nazaire, s'opposent à ceux du prolétariat ?

UN DOCUMENT SUR LA CHINE

Un camarade m'a fait parvenir un exemplaire d'une publication que j'ignorais : « Lettre de Chine », rédigée mensuellement à Pékin par Anna Louise Strong.

Anna Strong est une Américaine qui fit de nombreux séjours en Chine avant la guerre : c'est elle qui, je crois, a fait connaitre, la première, en Occident, l'existence de la « Longue Marche », cet épisode fondamental de la révolution chinoise, au cours duquel l'armée paysanne de Mao parvint à traverser toute la Chine, du sud-est au nord-ouest.

Après la guerre, Anna Strong se fixa définitivement en Chine où elle réside depuis huit ans.

Dans celle de ses « Lettres de Chine » que j'ai sous les yeux, qui est datée du 30 juin 66, je trouve deux passages qui me semblent particulièrement intéressants. L'un a trait à la « révolution culturelle », alors à ses débuts ; l'autre donne des exemples caractéristiques de ce que l'on pourrait appeler « le travail à la chinoise ». Nous les reproduisons ci-dessous. .. R.L.

La révolution culturelle

Ce qui occupe le plus l'attention de la Chine aujourd'hui, c'est la « Révolution culturelle ». Il est bien trop tôt pour en parler parce que le changement de l'esprit des gens que cela suppose demandera un siècle ou deux cependant que les changements immédiats dans toutes les universités et écoles secondaires du second cycle prendront au moins six mois. Chaque jour, il y a de nouveaux développements d'une extrême importance. Ainsi, le 13 juin, tous les examens d'entrée à l'université ont été supprimés et l'inscription à l'université des étudiants des écoles secondaires du second cycle a été retardée de six mois afin d'avoir le temps de créer un nouveau système d'inscription. *Car la Chine, qui fut le premier pays dans l'histoire à faire passer des examens aux fonctionnaires, rompt avec le système des examens, comme constituant une barrière féodalo-bourgeoise entre les intellectuels et la classe ouvrière.*

Il serait plus prudent pour moi de m'abstenir de tout comemntaire jusqu'en automne, ce qui me permettrait d'observer la « mâturation » de cette révolution culturelle. Mais comme de tous les coins de Pékin arrivaient des organisations qui apportaient des bannières et des félicitations au nouveau Comité du Parti de la Municipalité de Pékin dont les bâtiments se trouvent à côté de ceux où j'habite, et que partout s'entendaient les roulements des tambours, le bruit des cymbales et les gens en marche, je n'ai pu dormir durant des semaines, jusqu'à ce que je me sois habituée à ces bruits comme à un bruit de fond de la vie quotidienne. Et si, pour les spectateurs tout cela semble plein de bruit et de fureur, les révolutions ne sont pas faites pour les badauds. *Pour les participants chinois, il s'agit clairement d'une refonte de la pensée de l'homme et de la création d'un monde.*

Pour les journaux occidentaux, il s'agit « d'un combat pour la succession » ou d' « une purge des intellectuels ». Ils ont commencé par dire que Mao était en dehors du coup et que d'ailleurs il était malade, mais ensuite ils se sont emparé du fait que Mao dirigeait le mouvement. « Une purge dévastatrice guidée par Mao » titrait le *New York Times* du 13 juin ; ce journal cita même correctement quelques déclarations de la presse chinoise, déclarations qui semblaient déplacées dans le contexte qu'il leur donnait, car ce qu'il considère comme un incident violent est vu par Pékin en termes d'histoire. « Une lutte à la vie à la mort, disait-il d'une espèce inconnue jusqu'ici ». Tout à fait exact ! la question est de savoir si le peuple chinois sera à même de consolider le socialisme et de passer au communisme, ou si les « débris de la bourgeoisie » agissant en particulier sur la jeune génération à travers la culture et l'enseignement, restaureront finalement le capitalisme.

Ce n'est pas là une bataille d'un jour.

Les Chinois ont constaté que toutes les révolutions du passé ont subi un retour de flamme qui les priva de la plus grande partie de leurs gains. Cromwell fit décapiter Charles 1er d'Angleterre et la royauté semblait éteinte, mais vingt ans plus tard apparut Charles II qui n'eut même pas besoin d'une armée contre-révolutionnaire. De nombreux aspects féodaux subsistent à ce jour en Grande-Bretagne. En France, la révolution déboucha sur l'empire de Bonaparte, avec de nombreux hauts et bas par la suite. En Amérique, les belles phrases de la Déclaration d'Indépendance, censée mettre le pouvoir entre les mains du peuple, ont été rapidement supplantées par la Convention constitutionnelle, qui établit « des obstacles et des contrepoids à la loi de la populace ». Plus tard, la Guerre de Sécession libéra les esclaves noirs et leur donna même une part dans le gouvernement, mais au bout d'une décennie, ils connaissaient un esclavage d'un type nouveau.

Il s'agit là de révolutions bourgeoises. Consolider la révolution socialiste est encore plus dur. La révolution bourgeoise remplace une classe exploiteuse par une autre ; un propriétaire foncier n'a aucune difficulté à devenir un capitaliste industriel. Mais une révolution socialiste doit abolir toute forme d'exploitation et un homme d'une nature intéressée ne peut devenir un communiste sans de profonds changements dans ses motivations et ses habitudes.

Les Chinois regardent ce qui se passe en Union soviétique et ils pensent y voir se produire le même changement que dans les révolutions bourgeoises : le pouvoir dont le prolétariat s'était emparé sous Lénine lui est arraché des mains par une nouvelle classe de bureaucrates.

Il est terrible de voir une révolution qui a coûté des millions de vies humaines et qui contenait les espérances de centaines de millions d'hommes, détournée de son cours et de voir s'édifier un nouveau type de « capitalisme bureaucratique » qui cherche à apaiser l'impérialisme. Voilà ce que les Chinois croient voir.

Aussi se posent-ils la question : Cela pourrait-il se passer dans notre propre pays ? Et très calmement, ils répondent : Oui.

Lénine disait deux ans après la victorieuse Révolution d'Octobre que la résistance de la bourgeoisie est décuplée après son renversement, et sa puissance est plus grande que celle du prolétariat qui l'a renversée, parce que c'est encore elle qui possède l'argent et le savoir, l'habitude du pouvoir et de l'administration, et les relations avec le capital étranger, et aussi *à cause de la force de l'habitude qui, dit-il est terrible.* Tant que des changements ne sont pas intervenus dans l'esprit et les habitudes des gens, la révolution ne peut être garantie...

Ainsi, *la Chine est prévenue. Et les Chinois étudient avec soin ce qu'il faut faire. Et voilà pourquoi ils disent que la « révolution culturelle » est une « question de vie ou de mort ».*

Comment comptent-ils s'y prendre ? Le processus est à peine commencé, mais certaines choses sont claires.

1° Ils encouragent le peuple chinois à acquérir une grande connaissance du marxisme-léninisme, par l'étude des écrits de Mao Tsé-toung, forme suprême du marxisme pour la Chine d'aujourd'hui.

2° *Ils demandent à 700 millions de Chinois de devenir des critiques de chaque institution, de chaque acte, de chaque tradition.*

3° Ils disent au peuple chinois : C'est vous qui détenez le pouvoir dans ce pays ; servez-vous-en pour protéger votre terre et l'avenir de vos en-

fants. Balayez les autorités quelles qu'elles soient ou les influences qui menacent la voie socialiste, que vous les trouviez dans les écoles, dans le domaine du roman ou du cinéma ou dans les rangs du Parti.

4° Tout ceci n'est pas fait en tuant, ainsi que cela se passait durant les purges staliniennes. Ce n'est pas fait en emprisonnant. C'est fait au moyen de critiques publiques au cours d'un grand débat, ce qui est la méthode chinoise. Cette méthode est spécialement appliquée aux institutions culturelles et à tous les organismes politiques qui touchent à la jeunesse.

5° *Enfin, ce mouvement de masse, qui a la force d'une avalanche, est dirigé personnellement par Mao Tsé Toung, comme le don suprême qu'il fait à la révolution qu'il dirige depuis plus de quarante ans.*

Le travail "à la chinoise"

Mon ami Rewi Alley, ce Néo-Zélandais qui vit et travaille depuis quarante ans en Chine, me racontait que, dans les années trente, alors que les Britanniques régnaient encore sur Changhaï, *une conférence convoquée par la Royal Asian Society pour discuter des problèmes de l'agriculture et de la famine en Chine, estimait que le Nord du pays serait un désert en moins d'un siècle.* Les participants basaient cette prévision sur le fait que le centre de l'Asie devient de plus en plus aride parce que notre planète quitte une de ses périodes glaciaires, et ils en trouvaient des preuves dans de nombreuses régions agricoles, dans des villages et même des villes qui disparaissaient petit à petit, enfouis sous les sables du désert en marche. Par exemple, dans le Chensi septentrional, la ville fortifiée de Yulin a été obligée à plusieurs reprises de changer de place.

Ce n'est là qu'*une des forces de la nature que les communes populaires chinoises affrontent avec confiance et contre lesquelles elle l'emportent aujourd'hui.*

Dire, comme on le fait en Occident, que pour résorber son accroissement démographique, la Chine convoite les territoires d'autres peuples n'est que calomnie. A cause de ses frontières, la Chine n'a montré le moindre signe d'expansion. Il est vrai qu'elle gagne de nouvelles terres, mais celles-ci se trouvent dans ses propres frontières. Il s'agit de déserts, de dunes, de plages arides, de collines aux sols pauvres, de vallées usées par les siècles de culture, de vastes régions où l'érosion avance depuis des générations à cause des moutons et des chèvres qui y paissaient et d'un déboisement inconsidéré. Dans l' « ancienne société », ces terres ne servaient à rien ; les paysans écrasés par la pauvreté n'avaient pas la force de les défricher et les propriétaires fonciers féodaux n'en avaient ni le désir ni les moyens.

Ce n'est qu'après avoir chassé de ses terres les impérialistes étrangers et les propriétaires fonciers féodaux que le peuple chinois eut la force d'affronter la nature. Et ce n'est qu'après avoir constaté la puissance grandissante de ses coopé*ratives agricoles qu'il lança ce défi : « C'est* l'homme, non le ciel, qui décide », qui devint un des mots d'ordre du « Grand bond ». C'est de cette époque que date le refaçonnage en grand de la terre chinoise. En Occident, on se moque encore du « Grand Bond » comme d'un échec total, mais en Chine tout le monde sait qu'*en un an, on a construit des réservoirs permettant d'irriguer deux fois plus de terres que celles irriguées par les ouvrages hérités de plus de trois mille ans d'histoire.*

Les travaux de conservation des eaux sont incontestablement l'aspect le plus important de la remise en état de ses terres par la Chine. En 1949, la jeune République populaire hérita de quelque 100 millions d'hectares de terres cultivées dont 1,6 million seulement étaient irrigués. Au cours des huit années suivantes, principalement grâce aux efforts du gouvernement avec l'aide des paysans, la superficie cultivée passa, au 1er octobre 1957, à 113 millions d'hectares dont 35 millions étaient irrigués. Ensuite, durant le fantastique effort de l'hiver 1957-58, entrepris principalement sur l'initiative des coopératives paysannes enthousiasmées par le mot d'ordre *« Vaincre à jamais les inondations et la sécheresse », la superficie irriguée augmenta de plus de 32 millions d'hectares en une seule année, du 1er octobre 1957 au 30 septembre 1958.* Cela donnait un total de 67 millions d'hectares de terres irriguées, soit 59,9 pour cent des terres cultivées en Chine et *plus du tiers de toute les terres irriguées du monde.*

Partout en Chine, apparut une affiche géante reproduite par des centaines de milliers d'artistes amateurs locaux sur les murs des villages. Elle représentait un paysan géant qui rompait un rocher énorme et y laissait pénétrer une rivière au cours rapide. Elle portait la légende que voici : « Que les montagnes courbent la tête ; que soit changé le cours des rivières ».

On ne peut pas dire que tous les travaux de conservation des eaux furent réalisés comme il le fallait ; certains barrages furent emportés et peu de longues chaînes de canaux d'irrigation furent achevées. J'ai trouvé à d'innombrables occasions des paysans fiers de leurs « terres irriguées » sur lesquelles ils doivent encore amener l'eau sur de longues distances, depuis le nouveau canal principal jusqu'aux nouvelles plantations dans les champs. Mais, année après année, ces travaux d'irrigation ont été améliorés et multipliés, d'habitude en hiver ou au début du printemps. Aujourd'hui, tous ceux qui voyagent par avion peuvent observer partout en Chine les modifications du paysage qui est couvert de réservoirs et de canaux. Ceux-ci jouent un rôle dans le changement du climat des régions arides et dans l'importante amélioration du régime alimentaire des paysans. Tous les réservoirs d'une certaine capacité sont remplis de poissons qui, sur tous les marchés de Chine, sont vendus au prix dérisoire de 0,4 NF la livre, ce qui donne aux habitants de l'intérieur de la Chine beaucoup plus de protéines que dans le passé.

Un autre changement dans le paysage est le recul des sables qui, pendant des générations, ont progressé depuis les déserts du Nord et de l'Ouest vers les agglomérations. Certaines des plus vastes mises en valeur des terres récupérées ont été faites par des fermes d'Etat, dont les terres défrichées par les soldats démobilisés dans les déserts du Sinkiang, où les terres mises en valeur récemment totalisent 668.000 hectares. D'autres terres ont été défrichées par l'Etat le long des voies ferrées afin de protéger le passage des trains. Mais la plus grande partie du contrôle des sables est aujourd'hui assuré par les communes.

Dans un petit village jadis obscur, des montagnes du Chansi, appelé Tatchai, on peut lire les impressions de gens venus de plus de trente pays, attirés de fort loin par la renommée de Tatchai. Un visiteur américain a écrit : « L'homme est merveilleux ! A Tatchai, on se rend compte du rôle important qu'il joue dans la transformation de la nature ». Un Suédois ajoutait : « A Tatchai, on comprend la signification de la parabole de Mao à propos du vieil insensé qui déplaça la montagne ».

Tatchai est devenu un symbole de la victoire de l'homme sur les plus dures conditions naturelles. En novembre dernier, j'ai vu à Pékin une exposition sur 52 « Unités de production agricole du type de Tatchai ». Ces mot n'ont aucun sens à l'étranger. Un titre comme « Défrichement des mauvaises terres » aurait pu être mieux compris. Mais en Chine, tout le monde sait ce que veut dire « type de Tatchai ». Cette exposition a été copiée dans vingt provinces et est encore montrée dans toute la Chine.

Parlons d'abord de Tatchai, le village initiateur. Tatchai compte 83 familles qui possédaient 56 hectares de terres cultivables au pied du versant septentrional du pic de la Tête du tigre, dans une des régions les plus érodées de Chine. La région

est très aride, à l'exception des brusques inondations d'été qui peuvent arracher la couche de terre fertile, les moissons et même les maisons. Autrefois, la terre appartenait à quelques propriétaires fonciers et paysans riches, les autres personnes de la région étant des ouvriers agricoles et des mendiants. Un hectare ne donnait jamais plus de 740 kilos de maïs et de millet. La Libération apporta la réforme agraire et en 1952 Tatchai récoltait 1.645 kilos de céréales par hectare, plus du double d'avant la Libération. Ensuite, les paysans réunirent les petits lopins de terre en coopératives et ils aménagèrent en terrasses les ravins et les collines pour prévenir l'érosion. En 1955, ils aménagèrent en terrasses leurs sept ravins et durant l'hiver 1955-56, ils aménagèrent le plus grand ravin de la région, long d'un kilomètre et demi, en consolidant chaque terrasse par un parapet de pierres pour retenir terre et eau. L'été suivant, tous leurs parapets étaient emportés par les eaux d'une brusque crue. Les gens les reconstruisirent en hiver 1956-57, et de nouveau les torrents les emportèrent en été 1957.

« *Ces deux crues furent le réel commencement de la bataille qui fit Tatchai* », dit aujourd'hui son président Tchen Yung-kouei.

Tchen, qui était ouvrier agricole avant la Libération, réunit les paysans expérimentés pour examiner la question et préparer des plans. Ils construisirent 32 suites de terrasses et de parapets en cimentant bien les pierres avec du mortier. Ensuite, ils transportèrent sur les collines, au moyen de paniers et planches, la terre fertile qui avait été emportée et la remirent en place. Cette fois, les parapets tinrent bon. En 1958, Tatchai devint une brigade d'une commune.

L'épreuve décisive vint en 1963 lorsque 690 mm de pluie tombèrent en quatre jours d'été. Les moissons furent couchées et les racines arrachées, de nombreux parapets furent détruits et certaines maisons emportées. Les villageois sortirent dans la tempête pour combattre. Ils transportèrent de la terre qu'ils ajoutèrent à la base des tiges de maïs aplaties et il redressèrent les plants les uns après les autres. Ils réparèrent routes, parapets et maisons. Lorsque le district et la commune leur offrirent des fonds de secours, les gens de Tatchai répondirent par ces mots qui firent la renommée de Tatchai :

« *Donnez cette aide de l'Etat à ceux qui en ont plus besoin que nous ; nous pouvons nous débrouiller en comptant sur nous-mêmes* ».

Avec la somme de 30.000 yuans (60.000 NF) provenant de ses fonds d'accumulation et avec 15 tonnes de céréales de ses réserves, la brigade de Tatchai finança sa reconstruction. Et malgré la catastrophe, les habitants récoltèrent cette année 745 livres par mou (5.500 kilos par hectare), ce qui permit de nourrir les membres durant toute l'année et de vendre 120 tonnes de surplus à l'Etat. En 1964 et après, le rendement augmenta encore.

Au moment où l'exposition de Pékin prenait le nom de « Type de Tatchai » comme symbole des méthodes agricoles qui prônent la confiance en soi, la brigade de Tatchai aménageait tous ses ravins et la plupart de ses collines en larges suites de terrasses avec des parapets d'une longueur totale de 7,5 kilomètres. Les photos de ses terrasses sont connues dans toute la Chine et dans les pays étrangers où des films documentaires chinois sont envoyés.

Les 52 « Unités de production agricole du type de Tatchai » de l'exposition venaient de tous les coins de la Chine. Du point de vue de l'envergure, elles allaient de l'équipe de douze familles, dans les « ravins de feu » de l'ouest du Kansou, aux unités comprenant plusieurs districts, comme une unité de 11 districts. Elles comprenaient des terres basses sujettes à la stagnation des eaux, des terres alcalines et salines, des collines souffrant de l'érosion, des terres battues par les vents, envahies par des sables mouvants venant du désert ou des côtes, des terres à plus de 5.000 mètres d'altitude dans l'Himalaya, terres ne connaissant que 46 jours sans gel par an.

Toutes étaient caractérisées par la victoire remportée dans la lutte contre de dures conditions en comptant sur l'initiative. C'est cela le « type de Tatchai ».

Parlons des douze familles des « Ravins de feu », nom donné à une région de l'ouest du Kansou qui semble avoir été dévastée par le feu. Il y tombe de 200 à 300 mm de pluie par an, mais le taux d'évaporation est trois fois plus élevé. Il n'y a aucun cours d'eau permettant d'irriguer les champs; des puits profonds de trente mètres ne donnent qu'une eau chiche et sont vite à sec.

C'est dans ces conditions difficiles qu'une équipe de production de douze familles obtint de vigoureuses moissons de blé, de millet et de fèves sur ses 40 hectares de terres. Elle utilisa et adopta une méthode locale connue depuis bien longtemps par les gens de l'endroit mais difficilement applicable par des paysans isolés, vu la somme de travail que cela exige. Les membres de l'équipe recouvrirent le sol d'une couche de sable sélectionné et de gravier de 3 à 6 pouces d'épaisseur afin d'éviter l'évaporation ; ils creusèrent ensuite à travers cette couche pour planter. Pour couvrir un hectare il faut 1.230 tonnes de sable et de gravier. Pour éviter que tout fût emporté par un torrent d'été, ils commencèrent par surélever le sol, à combler tous les ravins et à creuser des canaux tout autour des champs. Le rendement de ces « champs couverts » est double ou triple du rendement de ceux qui ne le sont pas.

Une autre région difficile est Phari, qui se trouve à 4.300 mètres d'altitude dans l'Himalaya, au Tibet. Elle ne connaît que 46 jours sans gel par an. Aucune céréale n'y avait poussé avant 1960 ; la superstition disait que tenter d'en faire pousser à Phari porterait « malchance » à tout le Tibet. Les gens de Phari travaillaient comme porteurs pour les marchands et les propriétaires de serfs, et il y a de nombreuses histoires à propos d'hommes qui, épuisés, mouraient sur les pistes dangereuses des montagnes. Après la répression de la rébellion des propriétaires de serfs en 1959, suivie par l'émancipation des serfs, *les anciens serfs de Phari discutèrent pour savoir comment parvenir à une vie meilleure*. Quelques-uns plantèrent de l'orge sur quatre hectares en 1960 avec des semences fournies par l'Etat. Certains récoltèrent 1,5 à 1,6 tonnes par hectare. Des gens vinrent à cheval de plusieurs kilomètres à la ronde en apprenant que Phari pouvait cultiver des céréales. En 1961, avec l'aide de l'Armée populaire de Libération, les anciens serfs creusèrent une tranchée d'irrigation pour amener les eaux de la fonte des neiges. Grâce à de minutieuses observations, ils imaginèrent des techniques adaptées à la région. Bien que la saison des cultures soit courte, le soleil est fort à cette altitude, lorsqu'il se montre. On y utilise des semences précoces, des techniques de fumure et d'arrosage qui hâtent la maturation. Des centaines de petits calorifères spéciaux recouvrent les champs d'une fumée chaude pendant les nuits de gel. A Phari, à l'altitude du mont Blanc, on cultive non seulement de l'orge, mais aussi des pommes de terre, des navets et du colza.

Mais plus important encore que la revalorisation des terres est la formation des gens. Un type nouveau de paysan est apparu, qui n'est plus illetré, mais maîtrise la science et prend part à des conférences avec des scientifiques professionnels. C'est une chose qui est devenue évidente lors de la récente conférence scientifique tenue dans le Foukien, au cours de laquelle des savants paysans, qui avaient mis au point de nouvelles espèces, de nouvelles méthodes de greffe des fruits étaient assis côte à côte avec des membres renommés des instituts scientifiques. Au cours de la conférence, on signala qu'aujourd'hui *existe en Chine un million de groupes scientifiques qui comptent six millions de paysans qui poursuivent des expériences scientifiques en agriculture.*

Anna-Louise STRONG.

LA CHINE, CE TRAIN FOU LANCÉ DANS LA NUIT

Après ce document, venant de Pékin où il est édité en plusieurs langues et dont la signataire est connue comme une communiste amie personnelle de Mao Tsé toung, nous pensons que nos lecteurs ne seront pas surpris de trouver ci-après l'opinion d'un camarade qui demeure sceptique devant la propagande répandue à travers le monde par les dirigeants chinois :

Pour trouver la genèse des convulsions dont nous sommes les témoins, il faut retourner dans un temps pas tellement éloigné. L'on sait d'où Mao a tiré son succès. Il a pu exploiter les fautes de ses adversaires et les faux calculs des Américains soutenant l'actuel fantoche de Formose. Il a pu acquérir la confiance des soldats qu'il conduisit de victoire en victoire jusqu'à la libération nationale ; mais son plus grand succès réside dans l'aide qu'il a trouvée parmi la classe paysanne qu'il a su flatter en procédant immédiatement à la réforme agraire qui se concrétise dans la formule lapidaire : la terre a ceux qui la cultivent ! Parallèlement et en même temps qu'il abolissait le capitalisme, il nationalisait l'industrie qu'il confiait au prolétariat des usines. Il jouait les cartes maitresses : armée, police et prolétariat des usines et des champs. Mao acquérait ainsi un pouvoir plus grand que celui qu'aurait détenu un empereur ! Et c'est bien à un culte impérial que le peuple chinois était finalement asservi.

Le lecteur m'excusera d'avoir énoncé des faits probablement connus des amis de la « R.P. », mais qui veut aller au fond du problème doit s'appuyer sur des axiomes élémentaires, et nous en arrivons aux ressorts secrets de la puissance de Mao.

Il a fallu que les cartes se soient bien brouillées entre Mao et Moscou pour qu'éclatent certains faits aveuglants. Le secret du pouvoir de Mao résidait dans l'application de la doctrine Communiste-Leniniste-Stalinienne à laquelle l'on se réfère constamment pour justifier l'une ou l'autre directive, l'un ou l'outre procédé de coercition. Et il nous semblait vraiment excessif que tant de malédictions aient été proférées par la Chine contre la communiste Russie, à qui l'on devait pourtant, insigne ingratitude de Mao, l'essentiel de la doctrine politique et la possession de l'arme atomique qui lui conférait l'irrésistible pouvoir de dissuasion...

Et l'on en vient à la critique du régime politique de l'Etat Chinois. Est-il socialiste ? Donne-t-il réellement le pouvoir aux travailleurs ? La justice sociale règne-t-elle ? Existe-t-il encore une forme de bourgeoisie ?

Nous connaissons les réponses décevantes à toutes ces questions et, quant aux nouvelles classes privilégiées, ce sont elles qui se sont emparé des moyens et petits leviers de commande, les hiérarques politiques donnant l'exemple.

Il n'y a donc rien de changé, sauf l'apparence extérieure (vive le bleu de chauffe) et la phraséologie (tous camarades, plus de Monsieur...).

Et nous en arrivons à la période qui a précédé le déclenchement de la campagne des Gardes-Rouges.

Après la mise en marche de la réforme agraire et la prise en main de la production industrielle, l'on a vu insensiblement la situation économique chinoise se relever. La production du riz devenait suffisante pour pouvoir exporter, vers le Japon, un tonnage régulier et important de ce précieux graminacée, aliment de base des peuples de l'Asie.

L'industrie, après le lamentable échec des fonderies familiales et les tâtonnements maladroits, parvenait à sortir de ses usines une production très moyenne d'objets de consommation de première nécessité. L'on ne trouvait plus aucune trace, dans les villes, des destructions témoins de la guerre civile ; le peuple vivait dans une sorte d'euphorie entretenue par la littérature inspirée, et la natalité se développait à une allure vertigineuse.

Nous atteignons le second semestre 1965. L'on pouvait glaner, par-ci par-là, dans la presse ou dans le rare courrier venant de Chine des indices d'une tension, qu'un sourd malaise régnait dans la classe ouvrière.

Un arrêt dans telle usine, une petite grève dans une autre, une manifestation de travailleurs mécontents dans l'une ou l'autre ville ; cela se passait dans un calme relatif, tout rentrait rapidement dans l'ordre.

Il ne s'agissait que de petits mouvements sporadiques provoqués par des exigences que l'on croyait pouvoir satisfaire facilement : allègement de la discipline du travail, diminution des heures de prestation, relèvement des salaires, augmentation de la ration alimentaire et surtout, un frein aux ordres par trop impératifs venus d'en haut et qu'il était manifestement et pratiquement impossible de satisfaire dans l'état de surmenage et d'épuisement d'un prolétariat pourtant docile, qui acceptait son esclavage avec une patience qui nous confond d'étonnement.

J'ai dit esclavage, car au fond, en y réfléchissant bien de la génération actuelle devait naitre une classe d'esclaves nés, qui, nourris de directives, d'impératifs issus de la doctrine de Mao, ne réfléchiront plus à leur malheur.

Le régime de Mao devait atteindre ce résultat, grâce à l'organisation d'une jeunesse privilégiée, instruite dans la tactique et les méthodes élucubrées par celui dont le pouvoir était devenu celui d'un super-Empereur !

Et nous en arrivons aux Gardes Rouges et à la Révolution culturelle. Ceux de ma génération qui ont connu l'Allemagne hitlérienne et ses organisations, ont immédiatement pensé aux « Hitlerjugend ». Cette jeunesse fanatisée, formée dans des écoles spéciales et dopée à l'extrême, devait être le dernier rempart du régime. Il était aussi le bouclier que l'on utiliserait dans les cas extrêmes. Ils ne juraient que sur le « Mein Kampf ».

La confrontation est étonnante et accablante !

Revenons à ce prolétariat chinois, épuisé et ahanant. 1966, les grèves deviennent nombreuses, le mécontentement plus profond, les sanctions pour l'exemple plus massives. Les manifestes de protestations circulent de main en main, les suicides ne se comptent plus et, pour la première fois l'on s'oppose au chargement du riz sur les cargos japonais.

D'ailleurs, il n'y eut bientôt plus d'arrivages de riz et les marins étrangers purent se promener, étonnés, le long des quais déserts. Par l'intermédiaire d'un steward complaisant, nous reçûmes ces nouvelles parmi d'autres via Tokyo. Nouvelles tendancieuses ? Nous verrons bien !

L'on pouvait imaginer que cette situation, se généralisant par toute la Chine, devait inquiéter Mao, d'autant plus qu'il venait d'être mis en minorité par le comité central et évincé du pouvoir. Son adversaire, le président de la République, Liou-Chao-Chi, triomphait.

Pour étouffer le mécontentement du peuple et paralyser la révolte des partisans de Mao, révolte que l'on pressentait, il ne restait plus qu'à puiser dans la tactique stalinienne, provoquer un état d'anarchie totale en désorganisant tout. Puis l'on ferait appel à Mao, en usant de son crédit, car il apparaitrait comme le seul capable de faire rentrer dans l'ordre un prolétariat littéralement affolé (comme le dit le camarade Leval). Et ce fut le déclenchement massif de l'action des Gardes-Rouges qui, tels des nuées de sauterelles, vinrent s'abattre sur les villes et les campagnes, occupant tout, paralysant tout, provoquant la plus complète des pagailles, et la plus monstrueuse des confusions.

Les nouvelles nous arrivèrent d'abord au compte-gouttes, passablement édulcorées par une presse asservie sinon timide. Les uns étaient pour les Gardes-Rouges et leur action. C'étaient les tenants du tiers monde et autres spécialistes de la Révolution — dans les cervelles de lecteurs facilement consentants... Les autres, plus réticents, dont nous

sommes. Déjà, l'on apprenait qu'entre deux promenades en tramways, l'on avait organisé des autodafés de livres anciens et récents mais qui n'avaient qu'un seul tort, celui de n'avoir aucun rapport avec la révolution culturelle, celle qui devait primer tout ! Dans les musées, peintures anciennes, œuvres d'art, témoins des siècles révolus, tout s'en allait en fumée. Déjà de petits malins soupesaient la plus-value que ces destructions allaient donner à leur galerie de tableaux de maitres chinois et à leurs potiches. La principale victime devait être Cou-Fu-Tsé et ses pagodes. Ce Confucius dont les jésuites firent un si grand philosophe, assurant qu'il prophétisa la venue du Messie (ce qui, venant des disciples de Loyola, était bien la plus mauvaise référence qu'il était possible d'alléguer en de telles choses). Mais revenons à nos pagodes et gageons que le tyran à peine tombé, les autels seront reconstruits...

Puis armés de leur petit catéchisme de Mao, les Gardes-Rouges vinrent dans les usines. Faire stopper les machines était facile. Envoyer les ouvriers aux champs et les remplacer par la paysannerie, c'était vite dit !

Même venant de Mao. Tarabuster les ouvriers pour faire produire plus, plus vite et mieux était une mauvaise plaisanterie. Elle venait au moment où la machine grinçait et allait s'arrêter, faute de matière première, de salaire suffisant pour se procurer une nourriture rarissime.

Que le mécontentement s'était propagé à la campagne, où depuis un bon bout de temps l'on enregistrait une débandade massive, que dans les fermes étatisées l'on pillait les stocks et que les encaisses se partageaient entre les déserteurs de la terre, que les culs-terreux fuyaient dans le plus grand désordre pour rejoindre les villes et s'agglutiner aux citadins, c'était flagrant ! Car la terre qui devait nourrir ses occupants ne rendait plus. Les usines ne fournissaient plus les instruments aratoires ni les pièces détachées. Les semences avaient été réquisitionnées par les autorités et ce qui avait échappé aux pillards de tous ordres avait été consommé.

L'entretien des terres et des canaux d'irrigation avait été négligé puisque devenu sans plus aucun objet et, à mesure que la sécurité diminuait à la campagne, dans les endroits écartés la vie devenait intenable et ceux qui ne voulaient ni retourner à la sauvagerie ni se joindre aux bandes de voleurs, se rapprochaient des villes cherchant plus de protection et, peut-être, une chance de survie...

Et Pékin prend peur ! Dans les grandes villes règne une atmosphère d'émeute survoltée. Les Gardes-Rouges tiennent le haut du pavé, mais dans les usines la jeunesse de Mao se fait rosser d'importance par les ouvriers excédés. L'armée doit intervenir, frappant alternativement de l'un et de l'autre côté. Pour faire bonne part et suivant l'humeur des officiers. Car l'on est pour la classe ouvrière ou du côté de la jeunesse Maoïste. Puis il faut songer à sa carrière et se mettre du côté du manche !

Il en est ainsi dans toutes les armées. Non ? Le long de la frontière russo-chinoise l'on fait le vide sur 2.000 kilomètres. Pour bien montrer que l'on n'a aucune visée contre le voisin. En réalité, pour empêcher que la population que l'on force à l'exode ne soit tentée de rejoindre les congénères vivant sous la protection du grand frère Russe.

Déjà la presse stipendiée insinue que ce serait peut-être le moment pour Formose de débarquer sur le continent ! D'aucuns n'ont pas compris que telle initiative serait suffisante pour refaire l'unité du prolétariat chinois qui ferait front comme un seul homme contre l'envahisseur !

Mais revenons à la classe paysanne. L'on pouvait croire qu'après dix ans d'éducation communiste, la paysannerie devenue propriétaire de la terre s'était organisée, produisait suffisamment de riz pour permettre au prolétariat des villes de vivre, non pas dans une abondance pléthorique, mais avec la certitude de ne plus jamais subir les famines ni même l'une ou l'autre disette...

Mais il a suffi que viennent les Gardes-Rouges, prêchant la révolution culturelle pour troubler profondément la paix que nécessitent les travaux des champs. Cette catégorie d'indispensables travailleurs qui s'étaient courageusement mis au travail en partant de zéro, formait une unité homogène que tout le monde socialiste admirait. Il n'y avait plus de riches propriétaires exploitant ces pauvres qui devaient, tenaillés par les privations, fournir ce riz qui s'en allait enrichir le puissant usurier, le riche propriétaire foncier. Ces temps étaient révolus.

Mais viennent ces nuées de sauterelles rouges et tout allait s'écrouler. L'on allait changer les vieilles habitudes, héritage d'un ancien ordre bourgeois. Le paysan irait s'installer dans les villes pour prendre la place des ouvriers dans les usines. Ceux-ci iraient remplacer ceux-là !

Le tout assaisonné d'autres consignes de ce cru, puisé dans le petit catéchisme de Mao. La paysannerie se sentit bientôt désorientée.

Le trouble qu'apportait cette jeunesse en rupture d'école, ignorante des notions les plus élémentaires de la culture de la terre, devait rapidement porter ses fruits.

Pendant ce temps, Pékin laissait savoir que l'action des Gardes-Rouges avait été rendue nécessaire par suite de l'action dissolvante de certaines autorités réactionnaires faussant la ligne politique du parti et mettant en danger les principes du Communisme...

VAN REUSEL.

Ce n'est pas cela le socialisme

Le tribunal départemental de Belgrade a condamné l'écrivain yougoslave, Mihajlov, à quatre ans et six mois de prison. Motif : « Propagation de propagande hostile ». Et le juge qui annonçait le verdict a déclaré :

« La liberté d'opinion garantie par la Constitution ne donne pas la liberté d'exprimer des idées contre le socialisme ou de nature à nuire au pays. »

Argumentation vulgaire que tous les gouvernements fascistes, réactionnaires ou bourgeois ont toujours employée et continuent d'employer pour justifier leur répression ou leur limitation de la liberté. Chaque fois que dans un pays, un écrivain a été condamné pour ses écrits, c'est ce genre d'arguments qui a été invoqué pour justifier sa condamnation. Il n'y aurait donc là rien que de banal. Mais ce qui dans ce cas est le plus révoltant, c'est que le régime qui condamne un homme pour ses écrits se prétend socialiste. Il est vrai qu'Hitler aussi se disait socialiste ainsi que Mussolini.

Mais le socialisme n'a rien à voir avec ce genre de régime qui repose sur une dictature étatique dont l'objet est d'exploiter les travailleurs au profit d'une bureaucratie civile, militaire et policière qui a pris la place de la bourgeoisie capitaliste. Et c'est parce que cette bureaucratie vit de l'exploitation des travailleurs qu'elle ne peut admettre la liberté de critique.

L'OPINION D'UN GENERAL AMERICAIN (EN RETRAITE)

J'estime que si nous cessions de mettre nos doigts sales, sanglants et crochus dans les affaires de ces peuples asiatiques qui renferment tant de gens déprimés et exploités, ils arriveraient d'eux-mêmes à une solution de leur crû ; ils parviendraient à ce qu'ils désirent et à ce qu'ils veulent, à ce à quoi ils travaillent, à ce pour quoi ils combattent.

Et si, malheureusement, leur révolution devait être du genre violent, du fait que ceux qui « ont » refusent de partager, par des moyens pacifiques avec ceux qui « n'ont pas », ils auraient tout de même institué quelque chose qui serait leur, et non du style américain, dont ils ne veulent pas.

David SHONP.
(général à 4 étoiles)

La conférence sur la hiérarchie des salaires

Le samedi 22 avril, le camarade Werbrouck, secrétaire général de la Fédération F.O. de l'Electricité et du Gaz, fit une causerie, suivie d'un débat, sur l'initiative prise par sa fédération concernant une proposition d'augmentation des salaires non proportionnelle à la hiérarchie.

C'est la grande presse qui annonça, le 23 novembre 1966, cette prise de position de trois fédérations de l'E.D.F., celles de F.O., de la C.F.T.C. et de la C.G.C. Elle ne fut pas sans provoquer des surprises et des oppositions. La C.G.C. désavoué sa fédération ; les cadres de la C.G.T. y sont hostiles.

Le conférencier nous apprit que pourtant l'idée n'était pas nouvelle dans sa fédération. En 1954, deux tendances s'y dessinaient : l'une voyait une répartition de la masse salariale en proportionnalité absolue avec la hiérarchie ; en revanche la seconde pensait à une répartition non proportionnelle. C'est cette dernière qui imposa ses vues au congrès fédéral des cadres F.O. tenu à Biarritz. Selon cette proposition, un coefficient hiérarchique serait créé et les cent premiers points auraient un coefficient de deux-tiers plus élevé que les points hiérarchiques. Elle fut accueillie par une hostilité quasi-générale des autres confédérations. La C.G.C. restait attachée à la hiérarchie, la C.F.T.C. et la C.G.T. pareillement. Les directions semblaient sur la réserve, mais un préjugé favorable existait.

En 1960, la C.F.T.C. proposait des augmentations plus importantes au bas de la hiérarchie ; il s'agissait de prendre aux cadres pour donner aux ouvriers aux bas salaires.

En règle générale, la position de la C.G.C. est la suivante : il apparait que la hiérarchie est normale et logique ; qui produit plus, gagne plus. Pourtant, elle préférerait diriger que subir. C'est pourquoi, il existe une polémique entre le comité confédéral et le comité de l'E.D.F.

L'augmentation plus rapide des bas et moyens salaires doit tenir compte des deux idées suivantes :

Comparer chaque année la masse salariale et ainsi établir l'évolution du pouvoir d'achat :

Répartir l'augmentation du pouvoir d'achat selon une loi non proportionnelle à la hiérarchie.

Pour calculer ces différents indices, il fallait ou innover ou se servir des procédures Toutée. L'avantage de ces dernières est qu'elles extraient des résultats réels, c'est-à-dire qu'elles permettent de raisonner sur la masse salariale nette.

Une fois les constatations faites, il suffit d'appliquer aux résultats une loi non proportionnelle. La décision prise voudrait doubler les plus bas salaires alors que les plus élevés ne progresseraient que de moitié dans le même temps. Les propositions faites appliqueraient aux plus bas et aux plus hauts salaires respectivement les indices 3,2 et 2,17, c'est-à-dire qu'approximativement les plus bas salaires doubleraient en vingt ans et les plus hauts en trente. Cette formule exige l'existence d'une économie concertée et c'est à cette seule condition qu'on arrivera à une augmentation du pouvoir d'achat des plus mal-lotis. Il est à noter que la montée des plus bas salaires augmente le pouvoir d'achat qui lui-même permet l'expansion. L'orateur ensuite prit un exemple concret de l'augmentation actuelle, à savoir en proportionnalité avec la hiérarchie. A l'E.D.F., les ouvriers au point 100 gagnent approximativement 500 F, les très hauts cadres, à 900 points, 4.500 F, soit 4.00 de différence. En un temps donné, ces salaires doublent : le point 100 correspond à 1.000 F et le point 900 à 9.000 F, soit une différence de 8.000 F ! La différence dans la nouvelle formule serait de 6.750 F.

Une autre explication des différences d'interprétation tient dans le fait que l'administration raisonne en termes d'effectifs. En raisonnant à l'aide des masses salariales attribuées aux différentes catégories de salariés, on constate les résultats suivants à l'"E.D.F.: 21,8 % des salaires vont aux cadres, qui sont 9,9 % de l'effectif total ; 32 % des salaires vont à la maitrise, laquelle représente 30,5 % de l'effectif total ; 46,2 % des salaires vont au personnel d'exécution, lequel réunit 59,6 % de l'effectif total.

Les salaires des cadres et de la maitrise représentent donc 53,8 % de la masse salariale globale pour 41,4 % de l'effectif. Ainsi c'est sur le plan de la répartition qu'une plus grande justice sociale peut être atteinte.

Le conférencier pense que quel que soit le gouvernement l'orientation économique resterait la même, la seule différence tiendrait à la répartition. Il expliqua ensuite pourquoi la lutte sociale est si dure dans l'administration. Il faut jeter un regard sur le V[e] Plan : aménagement du territoire, investissements renforcés, consommation contrôlée, fiscalité alourdie en vue des investissements collectifs. Il s'articule sur une progression intérieure brute de 5 % par an et un indice d'augmentation des prix pas supérieur à 1,50 %, en posant comme hypothèse que les exportations et les importations s'équilibrent. La progression moyenne annuelle des industriels est de 3,3 %, des agriculteurs de 4,8 %, des travailleurs de 2,8 % à qualification égale et 3,3 % à qualification supérieure. L'Etat pèse plus lourd sur ses salariés et ce sont eux qui « bouclent » le budget et le 1,5 % de l'augmentation des prix, alors que les profits des agriculteurs et des industriels se trouvent réalisés.

Quel a été l'accueil des différentes organisations et formations politiques ? Elles ont surtout été frappées par l'idée de répartition ; pourtant dans *France nouvelle*, un éditorialiste pense qu'aide aux bas salaires signifie dévalorisation des cadres.

Le Centre démocrate n'a pris aucune position.

Le P.S.U. ne semble pas favorable.

La Fédération est restée muette.

Fait paradoxal, Giscard d'Estraing, dans un article du *Figaro*, parle des trop grands écarts sociaux dans la population française et pense que les plus bas salaires devraient augmenter plus vite que les fortes rémunérations afin de réduire cet écart.

Enfin, et pour conclusion, le conférencier estime que c'est au niveau de l'élaboration du plan qu'il faut intervenir pour l'orienter dans la voie d'une plus juste répartition des salaires ; position en accord avec celle de sa confédération.

Après ce brillant exposé, plusieurs questions furent posées au conférencier.

Maurice Lime demanda si le gouvernement acceptait la nouvelle formule. Il s'interrogea aussi sur la nécesité de compliquer comme à dessein le vocabulaire économique, peut-être afin de le rendre inintelligible au commun. Il nous cita ensuite un tract où, pour des cadres ayant un salaire de plus de 500 F, la C.G.T. demandait aux ouvriers.

La collecte effectuée à l'issue de notre réunion du 22 avril (conférence du camarade Werbrouck a rapporté **28.765 francs** (anciens).

Selon le double appel qui avait été fait par le président de la réunion, la répartition a été la suivante :

Pour couvrir les frais d'organisation de la réunion : 8.765 F.

Pour l'aide aux grévistes de Saint-Nazaire : 20.000 F

Cette dernière somme a été envoyée le 24 avril au **Comité d'aide aux familles des grévistes de la métallurgie nazérienne. - C.C.P. 2967-79 - Nantes.**

gagnant de 600 à 800 F de les soutenir dans leurs revendications. Y a-t-il commune mesure entre ces deux catégories de salariés ?

A l'avis de notre camarade *Simon*, la C.G.T. ne peut et ne veut accepter le resserrement de l'éventail des salaires parce qu'en U.R.S.S. le contraire semble plutôt se produire et l'écart entre le directeur et le manœuvre est plus fort que jamais !

Un assistant — dont nous ignorons malheureusement le nom — présente une objection sous la forme du salaire binôme, formule salariale dont Auguste Comte parlait déjà !

Le salaire binôme est la somme de deux salaires, l'un uniforme et égal pour toute la population active et une partie hiérarchisée plus ou moins importante selon la qualification professionnelle de l'intéressé. En effet, les points 100 ne sont pas semblables dans toutes les industries ; conçu au niveau national, ce nouveau point 100 pourrait être uniforme et subirait les fluctuations du coût de la vie.

Le contradicteur songe aussi aux secteurs qui ne sont pas en expansion ou qui régressent : si l'indice d'expansion du pays est 3 %, il existera des entreprises où cet indice sera de 5 %, d'autres où il sera négatif (— 2 % par exemple). Ce camarade estime que pour résoudre cette contradiction la planification est indispensable ; ainsi un salaire binôme pourrait être extrait du bilan national, qui permettrait de réduire les inégalités de salaire et servir en outre les intérêts de ceux qui ne sont pas encore productifs et des retraités.

Le camarade *Martin* approuve le principe de l'écrasement de la hiérarchie des salaires. Cette étude est intéressante et elle devrait bénéficier de la plus grande publicité possible.

Riguidel rappelle que la réduction des salaires a déjà été demandée par la C.N.T., un « estomac d'ingénieur n'a pas plus de besoins qu'un estomac de manœuvre ».

Un autre auditeur (*Jauréguy*, si notre mémoire est exacte), note que les multiples interventions tendent à opposer les différentes catégories salariales. Il pense que tous les salariés sont lésés. Si tous ces salariés étaient conscients de ce fait, il se créerait entre eux une solidarité qui donnerait naissance à un salaire minimum qui satisferait les besoins élémentaires. Les bénéfices résultant de l'investissement, qui naît lui-même de l'épargne, il s'interroge sur la nécessité de brider les salaires. Il propose, comme moyen de pression, que tous les salariés retirent des diverses caisses d'épargne leurs économies ; aucun gouvernement ne pourrait rester insensible à cette menace.

Le camarade *Maljatti* refuse de collaborer avec les « hiérarques » ; il pense qu'il n'y a aucune commune mesure entre eux et les ouvriers. Il propose l'égalisation des salaires au besoin par des moyens énergiques, il tient à faire remarquer que c'est un des buts de toujours du syndicalisme.

Une camarade, *Michaud*, nous fait noter l'espoir d'une bonne carrière qui existe parmi les salariés du secteur public. Ce fait explique la collaboration entre les différents échelons de salaires et que des ouvriers peuvent défendre les hautes rémunérations de leurs cadres.

Le conférencier répondit en bloc à toutes ces questions. Pour lui, le gouvernement a pris note de la revendication de la Fédération de l'E.D.F., mais il ne semble pas vouloir abandonner sa position. L'orateur pense que cette formule est un pas en avant sur le chemin de la suppression du salariat. En revanche, beaucoup de syndiqués pensent que le resserrement de l'éventail des salaires doit se faire au-dessus d'eux ! Ils ne voient absolument pas la nécessité de réduire les augmentations de salaire de leur catégorie.

L'orateur nous expliqua ensuite brièvement ce que sont, les commissions de constation dites commissions Grégoire et Toutée. M. Toutée constata que les directions, les syndicats et le gouvernement s'opposaient différents indices. Il pense créer une commission extrayant dans tout le pays des indices réels il est à noter que le gouvernement défendait les constatations comptables alors que M. Toutée préconisait les résultats nets. A l'aide de ces divers indices, les intéressés pouvaient discuter avec le ministre. Très souvent d'ailleurs les pressions syndicales faussent les prévisions « technocratiques ». Pour l'orateur, il est nécessaire que les syndicats se mettent à l'économie et fassent comprendre aux syndiqués l'importance des faits économiques. Il pense également que les qualifications augmentant il est nécessaire d'associer cadres et ouvriers, sinon la force de ces derniers irait s'amenuisant. Il précise qu'une nouvelle catégories de salariés est née, catégorie dont les besoins sont différents du prolétariat de naguère. Elle axe plus ses revendications sur la réduction du temps de travail que sur les augmentations de salaire.

Pour le conférencier, la C.G.T. fait une surenchère démagogique afin de flatter les couches salariales les plus puissantes et dont l'avenir paraît le plus prometteur.

Nous pouvons dire en conclusion que cet exposé fut remarquable. Nous pensons que l'initiative de ces trois fédérations est excellente.

J.-J. TOUBLET.

A travers les LIVRES

HISTOIRE DU DRAPEAU ROUGE

De Maurice DOMMANGET :

Notre cher camarade Maurice Demmanget ne ralentit pas son activité. Il nous donne une monumentale *Histoire du Drapeau Rouge* — et du Drapeau Noir, me précise-t-il dans sa dédicace, mais ceci en partie — *des Origines la Guerre de 1939*. Voici un indicatif des chapitres : Les origines : de Spartacus à Babeuf. Du 1er Empire à la monarchie de juillet. De la Révolution de février 1848 à la chute du Second Empire. Du 4 septembre 1870 à la Semaine sanglante. De la septembre 1870 à la Semaine sanglante. De la chute de la Commune au 1er mai 1890. Du 1er mai 1890 à l'année 1900. De 1901 à la Révolution russe de 1905. De 1906 aux approches de la guerre de 1914. De la guerre de 1914 à la guerre de 1939. Coup d'œil d'ensemble.

On voit l'ampleur de l'étude. Maurice Dommanget fait honneur à sa réputation d'historien méticuleux. Il a une connaissance détaillée des mouvements populaires et révolutionnaires. Il a recherché les documents originaux et sait les placer en lumière, avec ordre et clarté. Il fait partager sa passion au lecteur par la vivacité d'un style toujours en marche. C'est un plaisir que de suivre avec lui le développement et l'enchainement des faits. Je n'ai pas encore achevé toute la lecture de cet ouvrage dense qui demande des retours toujours enrichisseurs. « Esquisser l'histoire du drapeau rouge, dit-il, équivaut à retracer partiellement l'histoire du prolétariat ».

La fortune du drapeau rouge a été variable, depuis le signal de la loi martiale au chiffon et l'étendard de l'insurrection, puis à l'adoption par des Etats de l'étoffe rubescente comme reconnaissance d'un régime national. Dommanget n'a garde de négliger la part physiologique et psychologique de la couleur sur les comportements, aussi bien que la symbolique doctrinale, et les prolongements plus ou moins initiatiques. Le sujet, comme il le dit, est immense.

Les documents, et leurs références rigoureuses, des poèmes, des chansons, ajoutent à la vie de ce livre, qui n'est, en réalité que la somme d'une série d'études préparatoires déjà publiées par l'auteur. Regrettons avec lui que l'éditeur n'ait pu adjoindre au volume — bien présenté d'ailleurs — d'index des noms propres.

C'est surtout à partir de février 1848 qu'est datée la tentative d'adoption du drapeau rouge comme le drapeau national. Les imbroglios politiques, les

réticences, les ménagements des uns ou des autres pour faire accepter ou repousser le drapeau rouge comme emblème officiel, l'éloquence et les raisons, bonnes ou mauvaises, de Lamartine, d'Emmanuel Arago, et leurs prudences, les peurs de la bourgeoisie, les fluctuations des leaders mêmes, nous suivons tout cela, ainsi que l'essor de la bannière des travailleurs et des révolutionnaires dans le monde. Il y eut des hésitations sur le choix du drapeau noir sous la Commune. Mais, il faut lire ce livre plein de nos luttes et de nos espoirs. Je crois en avoir dit assez pour vous en donner le désir. Toutes les bibliothèques ouvrières — et autres — doivent le faire entrer dans leurs collections. De plus, c'est encore un bel exemple d'honnêteté historique qui nous est offert. Merci à Maurice Dommanget.

1 vol., relié toile. Editions Librairie de l'Etoile, 28, rue Geoffroy-St-Hilaire, Paris-Ve.

Louis SIMON.

FORMES ET TENDANCES DE L'ANARCHISME

de René FURTH

à la Librairie Publico, 3, rue Ternaux, Paris-XIe

Un jeune sociologue qui se proclame anarchiste a voulu faire le point sur l'actualité des doctrines anarchistes. Une série d'articles dans le *Monde Libertaire* avait commencé de proposer ces « tendances ». Je ne sais si elles peuvent toutes se dire anarchistes dans leurs conclusions. Le départ en semble pourtant bien dans la « ligne », s'il en est une. Je ne discuterai pas de la sincérité de l'auteur, mais plutôt, malgré son souci d'avoir voulu s'informer, de son information même. Je lui reprocherai surtout de se placer à un point de vue surtout sociologique, au sens universitaire du mot, et d'ignorer ce qui n'est pas publication en quelque sorte un peu officielle, selon une habitude de ses maîtres universitaires. Je lui reprocherai aussi, pour la pendance qui m'intéresse personnellement, d'être peu au courant des formes individualistes de l'esprit libertaire. Je ne suis pas du tout dans le « sens de l'histoire », et pas du tout persuadé comme lui de la primauté du social, ni même de sa primitivité. Les verres de nos lunettes ne sont pas les mêmes, évidemment. Surtout, il perce dans les conclusions un souci d'activisme politique qui ne me semble pas anarchiste. Je grossis peut-être les choses, mais je dois avertir l'auteur et les lecteurs.

Ceci dit, il y a des choses à prendre et à méditer dans cette brochure et beaucoup de points particuliers à discuter en détail. Mais ce n'en est pas le lieu. Le livre de Daniel Guérin me paraît plus essentiel cependant. Ce n'est certes pas moi qui brandirai le calicot « déviationnisme » ! Mais René Furth doit se demander s'il voit avec netteté où est l'anarchisme.

L. S.

L'ACCORD F.L.N.-O.A.S.

Fernand Carréras (Laffont édit.)

Les « accords d'Evian » avaient été conclus entre le gouvernement français et le gouvernement provisoire de la République algérienne en un temps où, en fait, l'O.A.S. à laquelle adhéraient pratiquement tous les Français d'Algérie ne reconnaissait plus l'autorité de Paris. Il a donc fallu qu'il y ait une entente de l'O.A.S. avec l'adversaire. D'où, durant plusieurs semaines, une série de tractations que nous rapporte le livre.

Les dites tractations restent obscures et leur récit plutôt ennuyeux. Du côté positif, si l'on entend par là la possibilité de cohabitation des Algériens français et arabes, elles ne pouvaient pas aller plus loin que les accords signés à Evian : c'est-à-dire pas plus loin que des phrases, qui ne devaient pas être respectées. Mais elles ont permis de mettre fin au côté négatif de la situation, c'est-à-dire à la guerre de l'O.A.S. contre l'Algérie. Le chef de l'O.A.S., Susini, a pu, grâce à elles, déclarer un soir à la radio-pirate d'Alger :

1. « Les briquets ne seront pas allumés ».

(C'était l'ordre de ne pas incendier les puits de pétrole sahariens.)

2. « Les piscines resteront pleines », ce qui voulait dire que les barrages, déjà minés, n'allaient pas sauter. C'était la fin de leur folie de la « terre brûlée ». Il était temps !

Déjà les installations pétrolières d'Oran avaient brûlé.

Et aussi la bibliothèque de l'Université d'Alger, ce qui est *impardonnable*. (Car on peut refaire des tanks à pétrole, mais non certains documents *unique).* J.P.

LES FAITS DU MOIS

SAMEDI 1er AVRIL. — **M. Pompidou** remet au général de Gaulle **la démission de son gouvernement.**

M. Thant **demande** aux Etats-Unis de prendre **l'initiative** d'un cessez-le-feu au **Vietnam.**

DIMANCHE 2. — Une centaine d'intellectuels **croates** publient à Zagreb une déclaration qualifiée de nationaliste et chauvine par le parti.

LUNDI 3. — A **Saint-Nazaire**, nouvel échec des négociations dans le conflit des mensuels de la **métallurgie.**

A **Moscou**, obsèques nationales du maréchal Malinowski.

A **Aden**, combats de rues entre manifestants arabes et policiers britanniques.

MARDI 4. — A **Saint-Etienne** les métallos repoussent les offres patronales d'augmentation des salaires des ouvriers à l'heure.

A l'**Assemblée nationale**, réélection à la présidence de M. Chaban-Delmas par 261 suffrages contre 214 à M. Defferre.

Le **Journal officiel** publie la liste des 138 élections législatives contestées.

En **Grèce**, le roi charge M. Canellopoulos, chef de la droite, de constituer un gouvernement.

Soulèvement communiste au **Cambodge.**

MERCREDI 5. — 200 experts militaires russes se rendent en **Somalie.**

JEUDI 6. — M. **Pompidou** est désigné à nouveau comme premier ministre.

Manifestations **antiaméricaines** à Paris à l'occasion du séjour de M. Humphrey.

A **Marignane**, la grève de Sud-Aviation provoque le départ du directeur local.

Le satellite spatial français **Diadème 2**, lancé le 15-2, tombe en panne.

VENDREDI 7. — Violent incident **israélo-syrien**, avec intervention de l'artillerie et de l'aviation.

SAMEDI 8. — A **Lyon**, le tribunal ordonne l'expulsion des piquets de grève à Rhodiacéta.

Aux **Etats-Unis**, les chefs communistes ne sont plus astreints à se faire inscrire comme agents de l'URSS.

DIMANCHE 9. — Elections législatives en **Yougoslavie.** Plusieurs personnalités du régime battues.

LUNDI 10. — « L'Humanité » publie un appel **du P.C. espagnol** pour une conférence de toutes les oppositions au franquisme « sans violence ni guerre civile ».

MARDI 11. — Grève générale d'un jour à **Saint-Nazaire.** Conférence pan-américaine à **Punta-del-Este.**

MERCREDI 12. — Berliet à **Lyon** offre d'indemniser les ouvriers de plus de 60 ans licenciés.

Le **P.C. français** déclare que l'encyclique du pape favorise la coopération entre communistes et chrétiens.

Bagarres à **Athènes** entre grévistes et policiers.

JEUDI 13. — Rebondissement de la grève Rhodiacéta à **Lyon.**

En **Grande-Bretagne**, les travaillistes perdent plusieurs municipalités au profit des conservateurs.

VENDREDI 14. — A **Punta-del-Este**, l'Equateur refuse de signer la déclaration finale.

En **Grèce**, le gouvernement dissout le parlement.

SAMEDI 15. — Pour la première fois **Tokyo** a un maire socialiste.

LUNDI 17. — Reprise à **Paris** du procès Ben Barka.

Tentative de coup d'Etat au **Ghana**. Le chef de l'armée est tué.

La Havane publie un appel de « Che » Guevara préconisant le déclenchement de « nouveaux Vietnam » en Amérique latine.

MERCREDI 18. — Présentation au **Parlement** du gouvernement Pompidou et violente opposition de M. Mitterrand.

Accord **médecins-Sécurité sociale** élevant de 1 F le prix de la consultation.

Réunis à Munich, les représentants des **« Six »** adoptent une position contre les Etats-Unis sur la réforme du système monétaire.

MERCREDI 19. — Mort de l'ex-chancelier allemand **Adenauer**, à 91 ans.

A **Belgrade**, l'écrivain Mihajlov est condamné à 4 ans et demi de prison pour « propagande hostile ».

JEUDI 20. — Surveyor 3 transmet des images du **sol lunaire.**

VENDREDI 21. — L'armée prend le pouvoir en **Grèce.**

SAMEDI 22. — **Svetlana Staline** arrive à New York. Elle annonce la publication d'un livre.

Dans une lettre à J.-P. Sartre, de Gaulle déclare que le **« tribunal Russell »** ne peut siéger en France.

DIMANCHE 23. — Le **cosmonaute russe** Komarov meurt au cours de son retour sur la Terre.

LUNDI 24. — Le conseil général de la **Haute-Vienne** demande le départ du préfet et suspend ses travaux.

Conférence communiste européenne à Karlovy-Vary. Roumains et Yougoslaves sont abstents.

MARDI 25. — Obsèques à **Cologne** de l'ex-chancelier Adenauer en présence de de Gaulle, Johnson, Ben Gourion.

A la demande de F.O., **rencontre** de ses représentants avec ceux de la C.F.D.T.

L'organe gaulliste **« La Nation »** se transforme en bulletin à l'usage des militants.

MERCREDI 26. — Le gouvernement décide de réclamer du parlement une **délégation de pouvoir** pour légiférer en matière économique et sociale.

Le front de libération de la **Côte des Somalis** décide de recourir à la lutte armée.

JEUDI 27. — Inauguration de l'exposition universelle de **Montréal.**

Nouveaux échecs électoraux des travaillistes en **Grande-Bretagne.**

VENDREDI 28. — Arrestation à **Bilbao** d'une trentaine de militants ouvriers.

SAMEDI 29. — M. **Pisani**, ministre de l'Equipement, démissionne.

DIMANCHE 30. — Le prince Sihanouk forme un nouveau gouvernement au **Cambodge**, choisi en dehors du parlement.

D'où vient l'argent ?

Le camarade Devarenne, qui est habituellement chargé de notre comptabilité, n'a pu cette fois nous établir la situation du mois d'avril en raison de son état de santé.

Nous pouvons cependant publier sans attendre la liste des versements effectués au C.C.P. pour les abonnements de soutien et pour la souscription. Ces versements, particulièrement important nous ont permis de régler l'impression de deux numéros à notre imprimeur, ce qui a réduit notre dette.

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

ANCELY (Seine), 35 ; BOUSQUET (Seine), 35 ; CAILLER (91), 40 ; Simone CAMUS (Seine), 30 ; CANTENE (Pyr.-Orientales), 40 ; CAPELLE (Paris), 50 ; CHAMBON (Paris), 50 ; CORNEC (Finistère), 40 ; DANIEL (Finistère), 40 ; FAUCIER (Loiret), 50 ; GOFFIN (Belgique), 100 ; GRANDJOUAN (Paris), 100 ; GUENEC (95), 40 ; GUILLORE (Var), 35 ; HUMEAU (Paris), 45 ; ITARD (Paris), 30 ; JUTIER (Allier), 30 ; KIRSCH (Clamart), 50 ; LIPPE (Belgique), 30 ; MAUPIOUX (S.-et-O.), 50 ; METAYER (Paris), 50 ; MEYSSONNIER (Ain), 40 ; MORMICHE (Deux-Sèvres), 30 ; PERROT (P.-de-C.), 30 ; PIQUEMAL (Nice), 35 ; Mlle RONDET (A.-M.), 60 ; RUFFIN (Paris), 70 ; SIMON (93), 50 ; THIRY (Ain), 50 ; WANTIEZ (Belgique), réservé, erreur possible à la poste ; X., 50.

SOUSCRIPTION

BENOA (Côte-d'Or), 10 ; BOISNIER (Loire), 5 ; BUJARD (Lyon), 100 ; DARDANELLE (S.-et-L.), 5 ; DELER (Gironde), 5 ; DESARMENIEN (P.-de-D.), 5 ; DIVET (I.-et-V.), 10 ; DUPERRAY (Loire), 10+5 ; FARVACQUE (Nord), 5 ; Le COUTALLER (Finistère), 5 ; MAISONNET (Loire), 5 ; MARTINOLLET (Narbonne), 6 ; ODIN (Rhône), 5 ; RICARD (Aveyron), 10 ; ROTH (Cantal), 5 ; SERRET (Ardèche), 2 ; UD-FO Isère, 5 ; VILDRAC (Paris), 5 ; YBERT (Meuse), 5.

Imp. « E.P. », 232, rue de Charenton, Paris 12e Le directeur de la publication : Ferdinand CHARBIT
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.